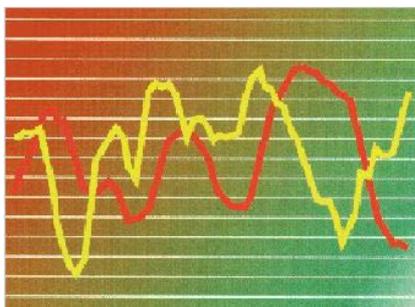


POINT DE CONJONCTURE



8 SEPTEMBRE 2020

Sommaire

Présentation	2
Activité économique	4
Emploi-chômage.....	8
Consommation des ménages	10
Développements internationaux.....	14
Les effets de la crise sanitaire dans les régions européennes ont été plus hétérogènes durant la reprise qu'au cours du confinement	19

Présentation

Le déconfinement a permis le rebond relativement rapide d'une partie de l'activité économique

Les comptes nationaux du deuxième trimestre 2020 ont mis en évidence, dans nombre de pays, la rudesse du choc économique lié à la situation sanitaire. Pour autant, sans le minimiser, les données collectées depuis le début du déconfinement montrent à quel rythme et à quel degré l'économie récupère de ce choc. Ainsi, l'économie française aurait fonctionné en août à environ 95 % de son niveau d'avant-crise. C'est-à-dire qu'elle aurait déjà comblé les cinq sixièmes de l'écart d'une trentaine de points de PIB qui la séparait, au creux du confinement, de son niveau d'avant-crise. Car ce qui est inédit, c'est certes l'ampleur du choc déclenché par la crise sanitaire, mais aussi le caractère massif des politiques publiques mises en œuvre pour contrer ses effets économiques, immédiats ou de plus long terme.

Pendant le confinement, les revenus des ménages ont beaucoup moins chuté que l'activité

Les chiffres du deuxième trimestre témoignent d'ailleurs aussi de l'ampleur des mesures de soutien. En France, quand l'activité économique baissait de près de 14 % sur le trimestre, les revenus des ménages ne diminuaient « que » d'un peu plus de 2 %, soutenus par différents dispositifs dont le recours à l'activité partielle. Les pertes de revenus ont été principalement absorbées par les administrations publiques et par les entreprises. Par ailleurs, dès le mois de juin, la consommation des ménages en biens a dépassé son niveau de février, certes en partie sous l'effet d'achats qui n'avaient pas pu être effectués pendant le confinement.

Un moteur tout à la fois bridé et dopé

Après cette phase de rebond en partie mécanique, l'économie française aborde la rentrée comme un moteur qui serait tout à la fois bridé et dopé. C'est le cas, du reste, de beaucoup d'économies dans le monde : les contraintes sanitaires, certes allégées, continuent de peser sur l'offre, tandis que la demande risque d'être anémiée par les incertitudes sanitaires et économiques qui persistent. Dans le même temps, les politiques monétaires et budgétaires vont soutenir massivement l'activité économique.

Les mesures d'endiguement sanitaire, certes allégées, continuent de peser sur l'offre

Sur le plan sanitaire, le scénario d'une perte totale de contrôle de l'épidémie, qui conduirait à des mesures aussi drastiques qu'en mars, semble peu probable. L'expérience accumulée lors de la première vague devrait permettre une meilleure cohabitation avec le virus. Toutefois, même si elles ont été largement allégées, certaines restrictions ou contraintes continuent de s'imposer (distanciation physique, quarantaine à l'entrée dans certains pays, etc.) et de nouvelles sont mises en place (port du masque), dans un contexte où les craintes d'une résurgence de l'épidémie se font actuellement plus vives en Europe. Certaines de ces restrictions peuvent avoir des impacts importants et durables dans certains secteurs comme, entre autres, le transport aérien de voyageurs et l'événementiel.

Le risque d'un choc de demande

Depuis l'été, les enquêtes de conjoncture pointent par ailleurs le risque d'un choc significatif de demande. Les entreprises sont nombreuses à craindre des pertes de débouchés. Dans l'industrie, les carnets de commandes – en particulier venant de l'étranger – ne se regarnissent que lentement. Et la confiance des ménages dans la situation économique reste inférieure à son niveau d'avant crise. Le bond de l'épargne enregistré pendant le confinement peut certes contribuer à soutenir la demande dans les prochains trimestres, mais son utilisation reste incertaine à ce stade : il provient en effet non pas d'un surcroît de revenu, mais d'une consommation ponctuellement entravée, et peut se transformer en épargne de précaution. En outre, cette épargne forcée est pour l'instant mesurée au niveau macroéconomique, mais les situations des ménages peuvent être diverses.

Les politiques économiques en soutien massif

Face à cette situation, les mesures de soutien sont massives en France comme dans la plupart des pays. Les politiques monétaires restent très accommodantes dans le monde, et les politiques budgétaires ne sont pas en reste. En France, après les mesures mises en œuvre pendant le confinement, visant à préserver autant que faire se peut le tissu productif ainsi que les revenus des ménages, le plan de relance annoncé récemment aura des effets à la fois sur l'offre et sur la demande, qui se manifesteront surtout au-delà de notre horizon de prévision, lequel est limité à la fin de l'année 2020.

En 2020, le PIB français reculerait d'environ 9 %

Les chiffres de croissance du troisième trimestre devraient témoigner de la vigueur du rebond associé aux premiers mois de déconfinement, avec une croissance à deux chiffres (+17 % prévu à ce stade en France¹) compte tenu du niveau très bas où était tombée l'activité au trimestre précédent. Dans les prochains mois, le redressement serait toutefois plus lent. L'activité reviendrait, en fin d'année, à environ 96 % (+/-2 %, soit entre 94 % et 98 %) de son niveau d'avant crise, sous l'hypothèse de stabilité des dispositions sanitaires.

Au total sur l'année 2020, nous maintenons notre prévision, publiée initialement en juillet, d'une contraction du PIB de l'ordre de 9 %. Certes, le recul du PIB au deuxième trimestre a été moins marqué qu'anticipé initialement, mais l'incertitude sanitaire tend à croître de nouveau et nous conduit à tempérer le rythme prévu pour la poursuite de la reprise.

Compte tenu d'un rythme de croissance annuelle de l'ordre de +1 % prévu avant le confinement, la pandémie ôterait donc environ une dizaine de points de PIB annuel en 2020.

Au second semestre 2020, l'emploi salarié se stabiliserait mais le taux de chômage augmenterait nettement

Plus de 700 000 emplois salariés ont été perdus au premier semestre 2020. Cela représente un recul de l'emploi de 2,3 % en glissement annuel au deuxième trimestre (contre -18,9 % pour le glissement annuel du PIB). Ce décalage tient pour beaucoup aux mesures mises en place pour préserver l'emploi. Au début du confinement, c'est surtout l'intérim qui a essuyé les plus lourdes pertes, avant de rebondir avec le déconfinement.

Au second semestre, le rebond de l'activité se traduirait par un rebond modéré de l'emploi dans la plupart des secteurs, sauf les plus affectés par la crise sanitaire. Au total, l'emploi salarié serait quasiment stable au second semestre, mais le taux de chômage augmenterait nettement, après une baisse en trompe-l'œil pendant le confinement où un grand nombre de personnes sans emploi avaient interrompu leurs recherches. Il pourrait atteindre de l'ordre de 9,5 % de la population active en fin d'année. Le halo autour du chômage, qui avait bondi au deuxième trimestre, diminuerait au second semestre, mais pourrait tout de même rester supérieur fin 2020 à son niveau de fin 2019. ■

1. L'ensemble de ces prévisions s'appuient sur les premières données en « dur » disponibles pour le début de l'été (essentiellement le mois de juillet), ainsi que sur les résultats des diverses enquêtes de conjoncture, dont l'enquête Acemo-Covid menée par la Dares en lien avec l'Insee. Comme dans les précédents *Points de conjoncture*, nous présentons également un certain nombre d'indicateurs à haute fréquence. Toutefois, quand ceux-ci ne sont disponibles que pour l'année 2020 (comme par exemple les indices de mobilités calculés à partir des moteurs de recherche), leur lecture est affectée par la saisonnalité des vacances. En revanche, ceux qui présentent un peu plus de profondeur historique (avec des données disponibles au moins depuis l'année 2019) permettent de calculer des glissements annuels tenant compte des variations saisonnières. C'est le cas, par exemple, des montants agrégés de transactions par cartes bancaires, mobilisés pour estimer « en temps réel » la consommation des ménages.

Activité économique

Selon les informations disponibles au 8 septembre, la perte d'activité économique au troisième trimestre 2020 s'établirait à environ -5 % par rapport au niveau d'avant-crise, après -19 % au deuxième trimestre. La période estivale a vu se poursuivre le rebond amorcé en mai et juin ; cependant, le rythme de la reprise ralentirait d'ici la fin de l'année, avec une perte d'activité au quatrième trimestre qui serait de -4 %. En effet, l'incertitude sur la situation sanitaire des prochains mois s'est accrue, et en parallèle certaines restrictions liées à la lutte contre l'épidémie restent toujours en vigueur. Ainsi, d'après les réponses des entreprises à l'enquête Acemo-Covid menée par la Dares en lien avec l'Insee et portant sur le rythme anticipé de la reprise d'activité, l'activité économique demeurerait en fin d'année un peu en deçà de son niveau d'avant-crise. Sous l'hypothèse d'une pandémie restant maîtrisée et d'une stabilité des dispositions sanitaires, la prévision de baisse du PIB en 2020 est, à ce stade, maintenue autour de -9 %.

L'activité économique française poursuivrait la remontée observée à la fin du deuxième trimestre, mais le rythme de la reprise serait moins rapide d'ici la fin de l'année

Les publications des comptes trimestriels fin juillet puis fin août ont conduit à modérer l'estimation de perte d'activité au deuxième trimestre, qui s'établit désormais à -19 % par rapport au quatrième trimestre 2019 (tableau 1), contre

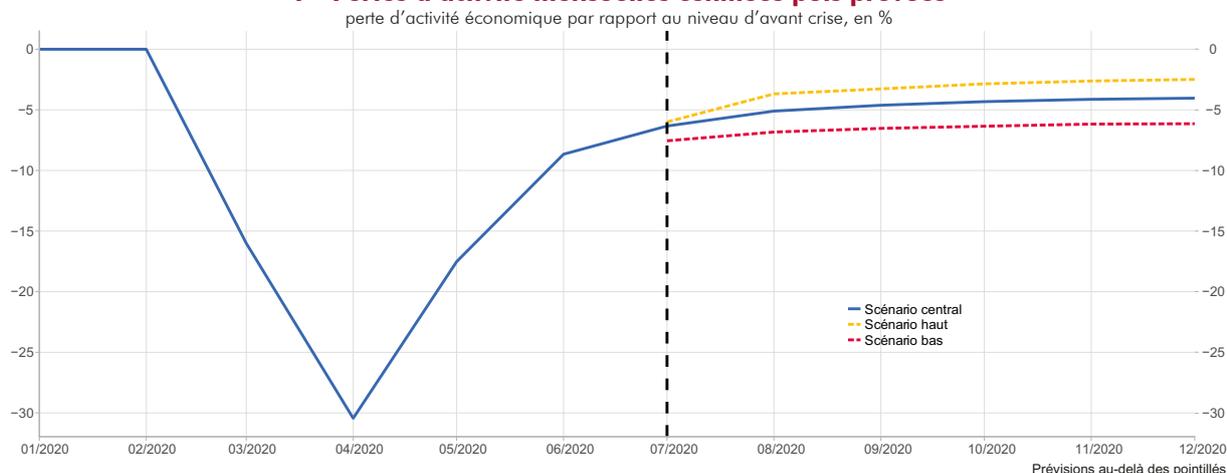
-21 % prévu dans le *Point de conjoncture* du 8 juillet. Cette révision s'explique par la vigueur du rebond enclenché par le déconfinement en mai et en juin. Les commerces, les entreprises et les administrations ont rouvert, le recours au chômage partiel a diminué. La perte d'activité, à hauteur de -30 % du PIB en avril par rapport à une situation normale, se serait ainsi réduite en mai (-18 %) puis en juin (-9 %) (graphique 1).

Compte tenu des informations disponibles au 8 septembre (premières remontées sur la production industrielle de juillet, données quotidiennes sur le trafic de fret ferroviaire et de voyageurs ou sur les montants agrégés de transactions par cartes bancaires, enquête Acemo-Covid), la perte d'activité économique en juillet se serait réduite d'un tiers par rapport à juin, se situant à -6 % du niveau d'avant-crise, puis à -5 % en août. La pause estivale s'est en effet caractérisée par une épidémie relativement contenue, le retour au travail se conjuguant avec les départs en vacances d'été, tandis que la consommation des ménages, rapidement remontée dès la mi-mai, se serait maintenue à un niveau proche de la normale (fiche consommation).

La reprise se poursuivrait dans l'ensemble de l'économie, quoique plus lentement dans certaines branches particulièrement affectées par la crise sanitaire

Comme dans les *Points de conjoncture* précédents, les prévisions effectuées jusqu'à la fin de l'année reposent sur le rythme de reprise

1 - Pertes d'activité mensuelles estimées puis prévues



Lecture : en avril, l'activité économique aurait diminué d'environ 30 % par rapport au niveau d'avant-crise. En fin d'année, elle s'établirait, selon les réponses des entreprises à l'enquête Acemo-Covid, autour de -4 %.

Source : Insee, Dares, enquête Acemo-Covid, calculs Insee à partir de sources diverses

anticipé par les entreprises, tel qu'exprimé dans l'enquête Acemo-Covid¹. Les réponses des entreprises, agrégées au niveau sectoriel, sont projetées sur les estimations d'activité économique de ces derniers mois et permettent ainsi d'établir un ensemble de scénarios – bas, haut et central (*encadré*) – de reprise de l'activité économique jusqu'à la fin de l'année (*graphique 1*).

Les trajectoires de reprise, telles qu'estimées dans le scénario central (*graphiques 2 et 3*) présentent une certaine hétérogénéité entre les branches au second semestre. Ainsi, dans la branche des matériels de transport, la baisse du deuxième trimestre (-50 % de perte d'activité par rapport au niveau d'avant-crise, soit la plus forte baisse dans l'industrie) serait suivie d'un rattrapage moindre que celui des autres branches. La construction,

1. La cinquième édition de l'enquête Acemo spéciale Covid, réalisée par la Dares avec l'appui de l'Insee, a été mobilisée ici. Elle interroge un échantillon d'entreprises de 10 salariés ou plus du secteur privé non agricole, entre le 30 juillet et le 18 août 2020, sur leur situation et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre en juillet.

Tableau 1 - Estimation de la perte d'activité aux troisième et quatrième trimestres, en écart au niveau d'avant-crise (quatrième trimestre 2019)

Branches	Part dans le PIB (en %)	Perte d'activité au deuxième trimestre 2020 (en %)	Perte d'activité au troisième trimestre 2020 (en %)	Perte d'activité au quatrième trimestre 2020 (en %)	Contribution à la perte d'activité au troisième trimestre 2020
Agriculture, sylviculture et pêche	2	-6	-1	-1	0
Industrie	14	-23	-5	-3	-1
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	2	-9	-2	-1	0
Cokéfaction et raffinage	0	-1	0	0	0
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	1	-23	-2	-2	0
Fabrication de matériels de transport	1	-50	-17	-12	0
Fabrication d'autres produits industriels	6	-25	-6	-4	0
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	2	-15	-1	-1	0
Construction	6	-32	-5	-3	0
Services principalement marchands	56	-17	-6	-5	-4
Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	10	-20	0	0	0
Transports et entreposage	5	-28	-20	-19	-1
Hébergement et restauration	3	-53	-22	-21	-1
Information et communication	5	-9	-4	-3	0
Activités financières et d'assurance	4	-8	-2	-1	0
Activités immobilières	13	-3	-1	-1	0
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	14	-20	-7	-4	-1
Autres activités de services	3	-36	-26	-25	-1
Services principalement non marchands	22	-17	-3	-2	-1
Total	100	-19	-5	-4	-5
dont principalement marchands	78	-19	-6	-5	-5
dont principalement non marchands	22	-17	-3	-2	-1

Lecture : au troisième trimestre 2020, l'activité économique serait en retrait de 5 % par rapport au quatrième trimestre 2019. Les services principalement marchands, dont la perte d'activité serait estimée à 6 % au troisième trimestre contre 17 % au deuxième trimestre, contribueraient à hauteur de 4 points de pourcentage à cette baisse.

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

Conjoncture française

en revanche, verrait sa perte d'activité réduite à moins de 5 % aux troisième et quatrième trimestres, après -32 % au deuxième, reflétant la reprise des chantiers.

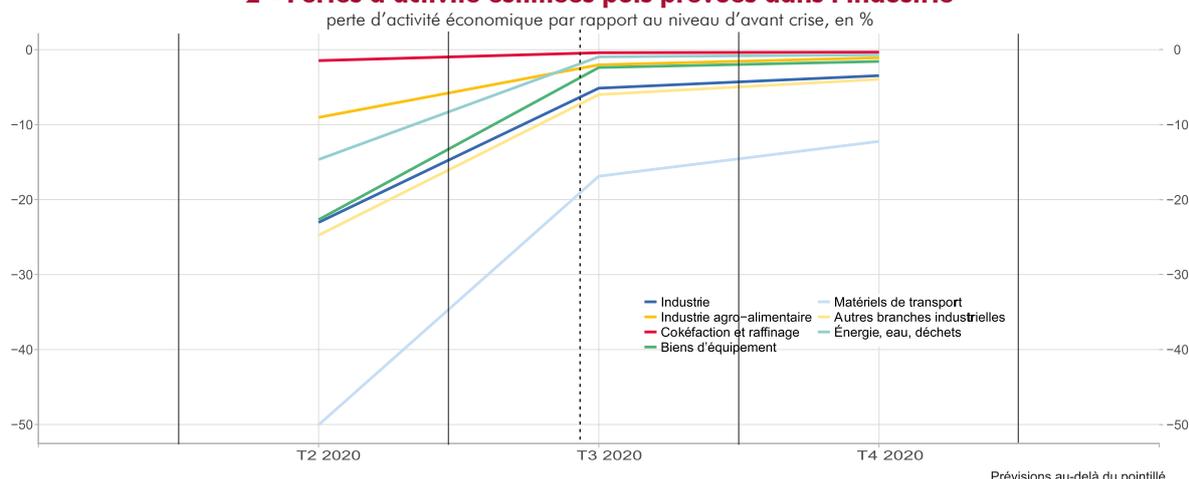
Dans les services marchands, deux profils se distinguent également. Certains secteurs (services de transports, hébergement et restauration, autres activités de services incluant divers services aux ménages et les organisations associatives) sont marqués par une très forte perte d'activité au deuxième trimestre, puis par un rythme de reprise moindre que dans les autres secteurs. Le tourisme, en particulier, continuerait de peser sur ces secteurs malgré une substitution partielle entre touristes internationaux et français pendant la période estivale, et des restrictions s'appliqueraient encore à un grand nombre d'activités culturelles. Les autres secteurs, au

contraire, verraient leur perte d'activité par rapport à leur niveau d'avant-crise devenir inférieure à 10 % dès le troisième trimestre.

Fin 2020, l'activité économique demeurerait légèrement en deçà de son niveau d'avant-crise

Au total, au troisième trimestre, et dans le scénario central, l'activité serait de 5 % inférieure à son niveau d'avant-crise, soit un rebond – en partie mécanique – de +17 % en variation trimestrielle par rapport au deuxième trimestre (*tableau 2*). Cette progression est légèrement inférieure à celle prévue dans le *Point de conjoncture* du 8 juillet (+19 %), la moindre perte d'activité enregistrée au deuxième trimestre contribuant

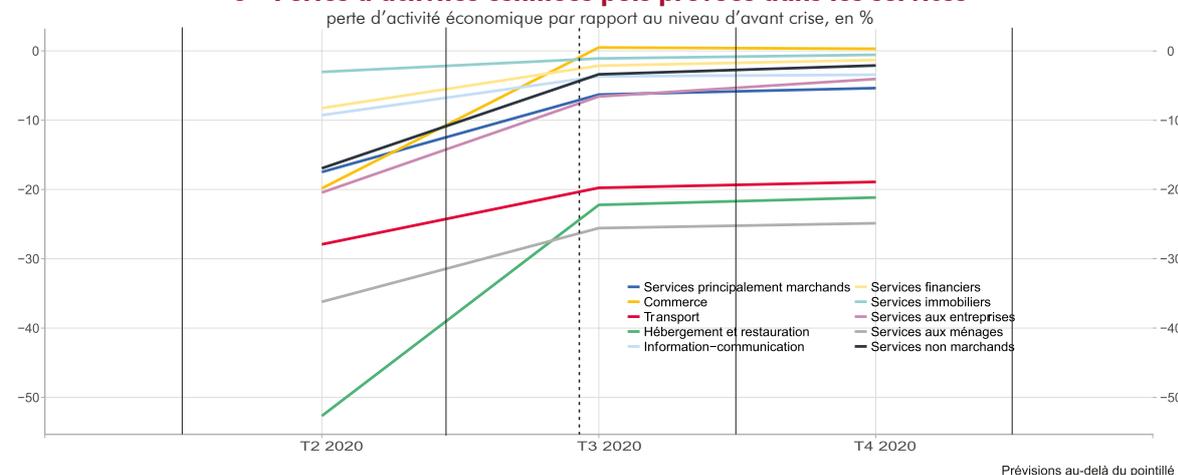
2 - Pertes d'activité estimées puis prévues dans l'industrie



Lecture : au troisième trimestre, l'activité économique dans la branche des matériels de transport au sens de sa production serait inférieure de 17 % par rapport au niveau d'avant-crise.

Source : Insee, Dares, enquête Acemo-Covid, calculs Insee à partir de sources diverses

3 - Pertes d'activités estimées puis prévues dans les services



Lecture : au troisième trimestre, l'activité économique dans la branche de l'hébergement-restauration au sens de sa production serait inférieure de 22 % par rapport au niveau d'avant-crise.

Source : Insee, Dares, enquête Acemo-Covid, calculs Insee à partir de sources diverses

à modérer l'ampleur du rebond au troisième trimestre. Au quatrième trimestre, la progression de l'activité serait nettement moindre, de l'ordre de +1 % par rapport au trimestre précédent, reflétant la divergence entre des secteurs presque revenus à la normale et d'autres restant déprimés du fait du maintien de mesures de restrictions, d'une demande internationale toujours anémiée ou de l'arrêt prolongé du tourisme international. Cette divergence se refléterait également dans l'évolution de l'emploi salarié, qui resterait globalement stable sur le second semestre (*fiche emploi*). Ainsi, à la fin de l'année, l'activité économique resterait toujours en deçà de son

niveau d'avant-crise, entre -2 % et -6 % en décembre selon les différents scénarios, soit -4 % en moyenne. Dans un contexte d'incertitude croissante concernant les prochains mois – la part des entreprises répondantes à l'enquête Acemo ne sachant pas dater leur retour à la normale s'élevant à 30 %, après 21 % en juin – ces prévisions doivent être considérées avec prudence. Dans le scénario central, et comme dans le *Point de conjoncture* du 8 juillet, le PIB reculerait d'environ 9 % en 2020 par rapport à 2019, soit la plus forte contraction annuelle depuis la création des comptes nationaux en 1948. ■

Tableau 2 – Estimation puis prévision des pertes d'activité économique en 2020

	Premier trimestre	Deuxième trimestre	Troisième trimestre	Quatrième trimestre	Année 2020
Croissance du PIB (variation trimestrielle)	-5,9	-13,8	+17	+1	-9
Perte d'activité moyenne au sens du PIB (par rapport au niveau d'avant-crise)		-19	-5	-4	

■ Prévission

Lecture : au troisième trimestre, la perte d'activité par rapport au niveau d'avant-crise est estimée à -5 %, soit un rebond du PIB d'environ 17 % par rapport au deuxième trimestre, après -13,8 %.

Note : la perte d'activité présentée dans ce tableau est la moyenne des pertes d'activité mensuelles estimées/prévues. La perte d'activité économique d'un mois ou trimestre donné est mesurée par rapport à une situation normale, c'est-à-dire une période antérieure à la crise sanitaire. Inversement, la variation de PIB un trimestre donné est, par définition, calculée à partir du niveau d'activité du trimestre précédent.

Source : *Calculs Insee à partir de sources diverses (prévisions à partir du troisième trimestre)*

Encadré

La question de l'enquête utilisée est la suivante : « Dans combien de temps pensez-vous que l'activité économique de votre structure va retrouver son niveau normal ?

1. L'activité n'a pas été affectée ou est déjà revenue à la normale
2. L'activité reviendra très vite à la normale, d'ici un mois
3. L'activité reviendra à la normale d'ici deux ou trois mois
4. L'activité mettra plus de trois mois à revenir à la normale
5. L'activité a été affectée de manière plus durable et ne reviendra pas à la situation antérieure avant la fin de l'année
6. Ne sais pas »

La différence entre les trois scénarios provient de l'interprétation des modalités de réponses à l'enquête. Le scénario bas (resp. haut) est obtenu en ne retenant que les interprétations les plus « pessimistes » (resp. « optimistes »). Par exemple, à la réponse : « L'activité reviendra la normale d'ici deux ou trois mois », le scénario bas ne retient que l'hypothèse la plus tardive, i.e. trois mois, tandis que le scénario haut ne retient que l'hypothèse la plus précoce, i.e. deux mois. Le scénario central est la moyenne des deux précédents. Compte tenu de l'accroissement des incertitudes pour la fin de l'année, les hypothèses faites quant à l'interprétation de certaines modalités de réponses sont un peu moins favorables que celles choisies pour le *Point de conjoncture* du 8 juillet. Ainsi, pour la cinquième modalité, le choix a été fait de considérer que le retour se faisait au troisième trimestre 2021 dans le cas du scénario haut tandis que dans le cas du scénario bas, la perte d'activité du secteur est supposée rester constante à moyen terme. Par ailleurs, les réponses à la modalité « ne sais pas » sont ajoutées aux réponses de la modalité 5. Enfin, certains secteurs, qui ne verraient pas de retour à la normale à moyen terme, ont fait l'objet de traitements spécifiques, s'écartant en cela des anticipations formulées dans l'enquête Acemo-Covid. C'est le cas par exemple de l'hébergement et restauration, des activités culturelles, de certains services de transport (aérien notamment). ■

Emploi-chômage

Après une baisse de 715 000 emplois salariés au premier semestre, le rebond de l'activité économique se traduirait au second semestre par un rebond modéré de l'emploi dans la plupart des secteurs, sauf les plus durablement affectés par la crise sanitaire. Au total, l'emploi salarié serait quasiment stable au second semestre, mais le taux de chômage augmenterait nettement, après une baisse en trompe-l'œil pendant le confinement où un grand nombre de personnes sans emploi avaient interrompu leurs recherches. Il pourrait atteindre environ 9,5 % de la population active en fin d'année.

Après avoir baissé de 715 000 au premier semestre, l'emploi salarié serait quasi stable d'ici la fin de l'année

Entre fin décembre 2019 et fin juin 2020, l'emploi salarié a diminué de 715 000, soit -2,8 %. Cette baisse, d'une ampleur inédite, reste beaucoup plus limitée que celle de l'activité (-13,8 % au deuxième trimestre après -5,9 % au premier). Cette relative résistance de l'emploi signale une importante rétention de main-d'œuvre de la part des employeurs, permise en premier lieu par le dispositif d'activité partielle. De mars à mai, l'activité partielle a bénéficié à de nombreux salariés dans la plupart des secteurs d'activité. À partir de juin, son usage s'est progressivement restreint aux secteurs les plus affectés par les restrictions sanitaires, à savoir l'hébergement-

restauration et les activités culturelles. Par ailleurs, d'autres secteurs, touchés par une importante baisse d'activité, ont retenu une part significative de leur main-d'œuvre au-delà même du soutien offert par le dispositif d'activité partielle : c'est notamment le cas dans les services de transports et dans l'industrie automobile et aéronautique.

Au second semestre, deux effets opposés seraient à l'œuvre, qui aboutiraient à une quasi-stabilité de l'emploi salarié (figure 1). À la hausse, le rebond de l'activité se traduirait par un rebond modéré de l'emploi dans la plupart des secteurs, notamment sous la forme de contrats intérimaires qui avaient chuté au premier trimestre, et via la reprise d'embauches en contrats à durée déterminée. Ce serait notamment le cas dans l'industrie (hors matériels de transports) et le commerce. Dans la construction, le redressement de l'activité se traduirait surtout par un rebond de la main-d'œuvre intérimaire. L'emploi du secteur public rebondirait également d'ici à la fin de l'année, avec des embauches de contractuels et de vacataires qui avaient été suspendues au printemps. À l'inverse, l'emploi continuerait de se contracter nettement dans les secteurs plus durablement affectés par la crise (matériels et services de transport, hébergement-restauration, services aux ménages dont les services culturels). En effet, face à la réduction de leur activité, les entreprises de ces secteurs ne seraient plus en mesure de retenir toute la main-d'œuvre qu'elles avaient jusqu'à présent préservée de façon spontanée ou à travers le recours aux dispositifs d'activité partielle.

1 - Évolution de l'emploi salarié
en milliers, CVS, en fin de période

	2020		2020
	Premier semestre	Second semestre	
Agriculture	-6	4	-2
Industrie	-39	21	-18
Construction	-4	-15	-18
Tertiaire marchand	-577	-52	-630
Intérim	-210	131	-78
Hors intérim	-367	-184	-551
Tertiaire non-marchand	-90	41	-49
Ensemble	-715	-2	-717

Prévisions

Champ : France hors Mayotte

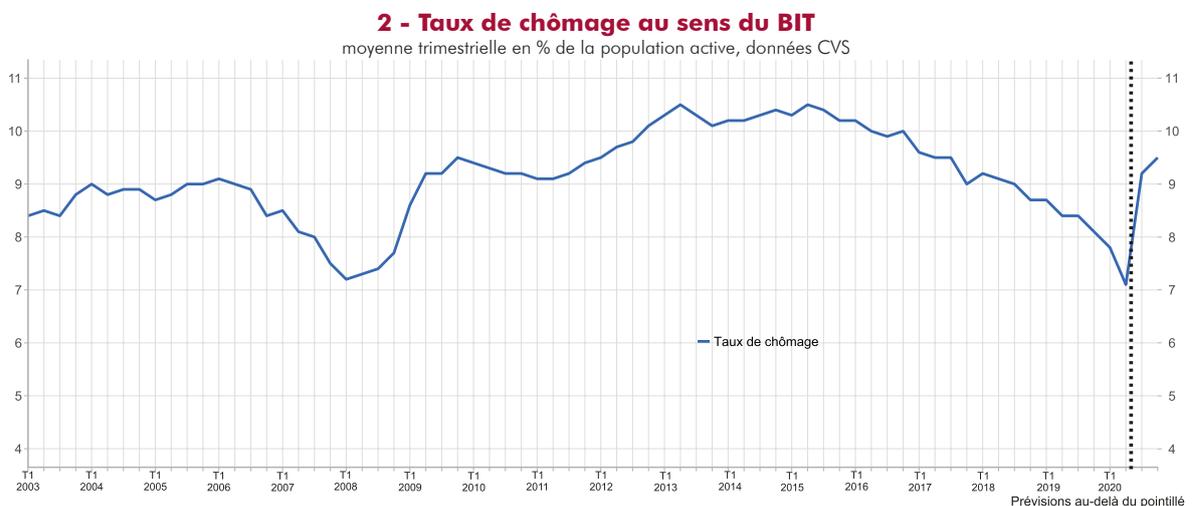
Lecture : entre fin décembre 2019 et fin juin 2020, l'emploi salarié dans l'industrie a diminué de 39 000. Il augmenterait ensuite de 21 000 entre fin juin et fin décembre 2020. Au total, il diminuerait de 18 000 entre fin décembre 2019 et fin décembre 2020.

Source : Insee

Le taux de chômage dépasserait 9 % à la fin de l'année

Pendant la période de confinement, un grand nombre de personnes sans emploi avaient interrompu leurs recherches, conduisant, malgré la baisse de l'emploi, à une baisse du nombre de chômeurs au sens du bureau international du travail (BIT) et à une hausse du halo autour du chômage (personnes sans emploi qui souhaitent

travailler mais ne sont pas en recherche active et/ou ne sont pas disponibles pour travailler). Cet effet, très spécifique au confinement mais pas spécifique au marché du travail français, s'estomperait en grande partie au second semestre. De ce fait, le taux de chômage augmenterait alors très nettement dès l'été : il s'établirait ainsi autour de 9,5 % de la population active en fin d'année 2020, soit 2,4 points de plus que mi-2020 et 1,4 point de plus qu'un an plus tôt (*figure 2*). ■



Champ : France (hors Mayotte), population des ménages, personnes de 15 ans ou plus
Source : Insee, enquête Emploi

Consommation des ménages

Après avoir nettement rebondi en mai puis en juin, la consommation des ménages se serait maintenue, aux mois de juillet et août, à un niveau proche de celui d'avant-crise (tableau 1). Les dépenses en biens manufacturés seraient restées à un niveau supérieur, notamment les achats de matériels de transport ou d'équipement du foyer. Du côté des services, les dépenses des ménages auraient poursuivi leur rattrapage, notamment dans la restauration et l'hôtellerie, même si certaines dépenses se situeraient encore nettement en deçà du niveau d'avant-crise (services de transport par exemple, dont l'aérien). Au total, en supposant que la consommation des ménages rejoigne exactement en septembre son niveau d'avant-crise, certaines dépenses restant au-dessus de celui-ci, d'autres encore en deçà, la consommation totale des ménages progresserait de +19 % au troisième trimestre 2020, après la chute de 12 % au trimestre précédent.

Comme dans les précédents Points de conjoncture, les estimations présentées dans cette fiche reposent sur des hypothèses de perte ou de hausse de consommation par rapport au niveau d'avant-crise¹, appliquées aux différents biens et services. Ces hypothèses s'appuient notamment sur l'exploitation des données de transactions par carte bancaire et des données de caisse,

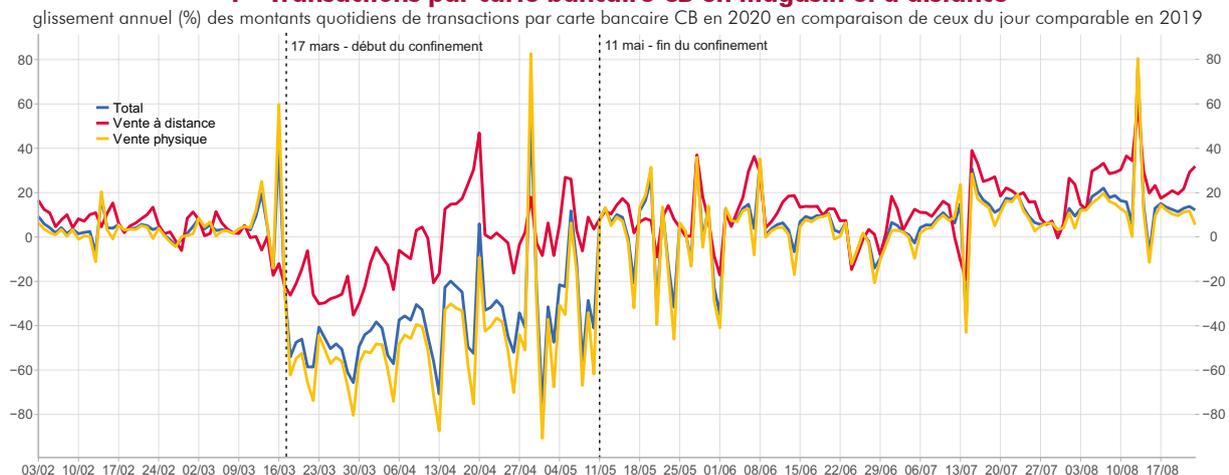
jusqu'à la date du 23 août, mais également sur les premières statistiques mensuelles pour le mois de juillet (consommation des ménages en biens par exemple). Elles reflètent également des comportements spécifiques de consommation (par exemple, des besoins constants en certains types de produits).

Au deuxième trimestre, la consommation des ménages a diminué d'environ 12 %, traduisant une forte chute en avril, au plus fort du confinement, puis un rebond en mai dès l'allègement des mesures de restrictions sanitaires, puis, en juin, une convergence vers le niveau global de consommation d'avant-crise (Point de conjoncture du 8 juillet). En juillet, la consommation se serait maintenue à un niveau légèrement en deçà de celui d'avant-crise (-4 %) et l'aurait quasiment rejoint en août (-2 %). Cette dynamique de la consommation des ménages depuis le début de la crise sanitaire se reflète dans le montant total de transactions par carte bancaire : depuis la fin du confinement, le total des transactions s'est situé globalement à son niveau de 2019 et lui est même devenu supérieur à partir de la mi-juillet (graphique 1). Ce surcroît estival des transactions par carte bancaire, par rapport à 2019, peut s'expliquer en partie par le décalage des soldes d'été, fixées cette année du 15 juillet au 11 août², mais aussi par le fait que les ménages ont passé leurs congés

1. Le niveau d'avant-crise peut s'interpréter comme celui du 4^{ème} trimestre 2019, même si en pratique les données utilisées nécessitent parfois de considérer une période de référence légèrement différente (par exemple la période du 6 janvier au 23 février 2020 pour les cartes bancaires).

2. En 2019, les soldes d'été avaient eu lieu du 26 juin au 6 août.

1 - Transactions par carte bancaire CB en magasin et à distance



Lecture : le lundi 17 août 2020, les ventes physiques par carte bancaire CB étaient supérieures de 14 % à ce qu'elles étaient le lundi 19 août 2019.
 Note : le glissement annuel très élevé du mercredi 29 avril 2020 (resp. du jeudi 13 août 2020) est lié au fait que le jour comparable de 2019 est le mercredi 1^{er} mai (resp. jeudi 15 août), où le montant de transactions par carte bancaire CB, tous types de vente confondus, avait été particulièrement faible.

Source : Cartes Bancaires CB, calculs Insee

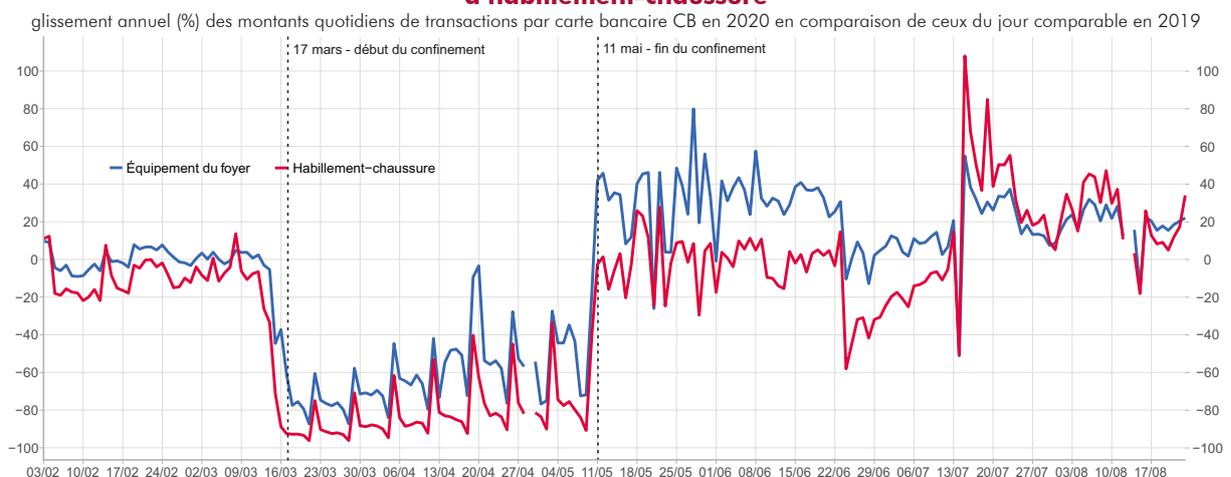
d'été davantage en France qu'à l'étranger. Il peut également refléter des modifications de comportement quant à l'usage de la carte bancaire, notamment un plus fort recours compte tenu du contexte sanitaire, d'autant que le plafond de paiement sans contact a été relevé au mois de mai. Ce phénomène peut être mis en évidence en comparant au niveau sectoriel les montants de transactions par carte bancaire et les chiffres d'affaires, ces derniers étant à présent disponibles jusqu'au mois de juin : par exemple, dans l'hébergement, la restauration ou l'équipement du foyer, le ratio du montant de transactions par carte bancaire sur le chiffre d'affaires du secteur a augmenté sensiblement entre janvier-février et le mois de juin. Par conséquent, pour les dépenses concernées, les estimations des écarts à la normale tiennent compte du plus fort recours à la carte bancaire, ce qui conduit à modérer le dynamisme constaté dans les montants de transactions par carte bancaire.

Après avoir dépassé en juillet son niveau d'avant-crise, la consommation des ménages en biens manufacturés aurait continué de progresser en août, se situant à 3 % au-dessus de son niveau d'avant-crise et contribuant à redresser d'un point la consommation totale. Certaines dépenses auraient poursuivi le rattrapage entamé dès la fin du confinement. En particulier, les achats de matériels de transport auraient

nettement dépassé, en juillet et en août, leur niveau d'avant-crise. Cela aurait été également le cas, en août, des dépenses d'habillement ou d'équipement du foyer (*graphique 2*). Les dépenses de carburants, encore en deçà du niveau d'avant-crise au mois de juin, l'auraient globalement rejoint en juillet et en août (*graphique 3*), en lien possible avec des congés d'été passés cette année davantage en France qu'à l'étranger. Par ailleurs, les dépenses en produits agricoles et agro-alimentaires seraient revenues en août à leur niveau d'avant-crise, après avoir été légèrement en deçà en juillet (*graphique 4*).

La consommation de services principalement marchands aurait été de 7 % inférieure en juillet au niveau d'avant-crise et de 5 % en août (contribuant en août à diminuer de 2 points la consommation totale par rapport au niveau d'avant-crise). Cette progression en août traduirait notamment la poursuite du rattrapage de la consommation dans la restauration et l'hôtellerie (*graphique 3*) ou encore dans les activités culturelles et les services aux ménages. Les dépenses en services de transport auraient poursuivi également leur rattrapage, tout en restant en deçà de leur niveau d'avant-crise, tant en juillet qu'en août, du fait notamment de la faible reprise du transport aérien mais également du caractère

2 - Transactions par carte bancaire CB pour les achats d'équipement du foyer et d'habillement-chaussure



Lecture : le lundi 17 août 2020, les transactions par carte bancaire pour l'équipement du foyer était supérieures de 20 % à ce qu'elles étaient le lundi 19 août 2019.

Note : pour plus de lisibilité, les valeurs correspondant au mercredi 29 avril 2020 et au jeudi 13 août ont été supprimées car les jours comparables en 2019 étant respectivement le mercredi 1^{er} mai et le jeudi 15 août, les glissements annuels associés sont très élevés. Par ailleurs, le décalage des soldes d'été en 2020, fixées du 15 juillet au 11 août au lieu du 26 juin au 6 août en 2019, conduit à des glissements annuels fortement négatifs à partir du 26 juin puis fortement positifs à partir du 15 juillet. Le dynamisme des montants de transactions dans l'équipement du foyer à partir du mois de juin, par rapport à 2019, peut également provenir en partie à un plus fort recours aux paiements par carte bancaire

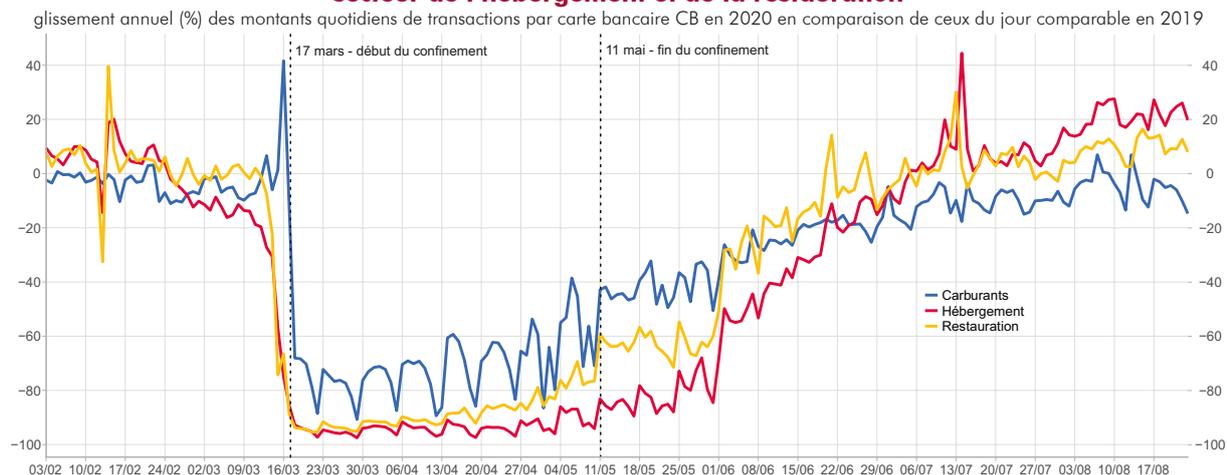
Source : Cartes Bancaires CB, calculs Insee

progressif du redémarrage des transports terrestres de voyageurs.

Dans les services principalement non marchands, la consommation aurait continué à se redresser, à travers la reprise progressive des soins de ville. Elle se situerait néanmoins, en juillet puis en août, encore en dessous du niveau d'avant-crise (-9 % de perte de consommation en août, contribuant à

diminuer marginalement la consommation totale). Dans la branche de la construction, la reprise des travaux de rénovation se serait poursuivie, conduisant la consommation des ménages à retrouver en août un niveau proche de celui d'avant-crise (-5 % de perte de consommation, contribuant à diminuer marginalement la consommation totale). ■

3 - Transactions par carte bancaire CB pour les achats de carburant et pour les achats dans le secteur de l'hébergement et de la restauration

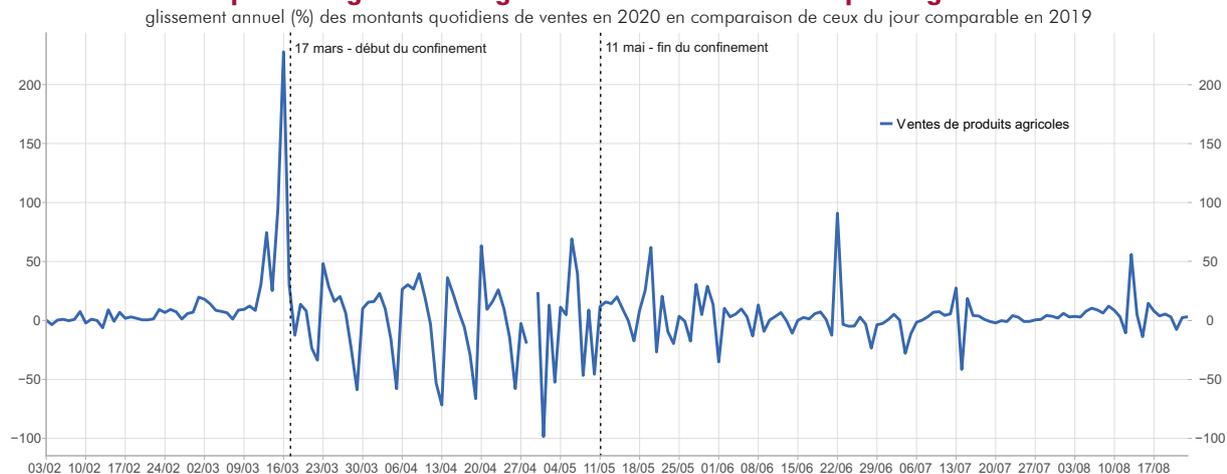


Lecture : le lundi 17 août 2020, les transactions par carte bancaire dans le secteur de la restauration étaient supérieures de 13 % à ce qu'elles étaient le lundi 19 août 2019.

Note : l'ampleur du rattrapage à partir du mois de juin peut provenir en partie d'un plus fort recours aux paiements par carte bancaire.

Source : Cartes Bancaires CB, calculs Insee

4 - Vente de produits agricoles et agro-alimentaires hors tabac par la grande distribution



Lecture : le mardi 18 août 2020, les ventes de produits agricoles et agro-alimentaires hors tabac étaient supérieures de 4 % à ce qu'elles étaient le mardi 20 août 2019.

Note : pour plus de lisibilité, les valeurs correspondant au mercredi 29 avril 2020 ont été supprimées car le jour comparable en 2019 étant le mercredi 1^{er} mai, le glissement annuel est très élevé.

Source : données de caisse de plusieurs enseignes de super et hypermarchés, calculs Insee

1 - Estimation de l'écart de niveau de consommation des ménages par rapport au niveau d'avant crise

Produits	Part dans la consommation*	Écart au 2ème trimestre 2020 (en %)	Écart en juillet (en %)	Écart en août (en %)	Contributions à l'écart pour août (en point de pourcentage)
Agriculture, sylviculture et pêche	3%	-5	-1	0	0
Industrie	44%	-15	1	3	1
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	15%	4	-1	0	0
Cokéfaction et raffinage	4%	-29	-1	2	0
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	3%	-8	1	5	0
Fabrication de matériels de transport	6%	-36	7	4	0
Fabrication d'autres produits industriels	13%	-28	0	6	1
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	5%	-2	2	0	0
Construction	2%	-24	-8	-5	0
Services principalement marchands	46%	-19	-7	-5	-2
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	1%	-24	-2	6	0
Transports et entreposage	3%	-47	-25	-22	-1
Hébergement et restauration	7%	-64	-22	-18	-1
Information et communication	3%	-5	-1	0	0
Activités financières et d'assurance	6%	1	0	0	0
Activités immobilières	19%	1	0	0	0
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	2%	-19	-13	-6	0
Autres activités de services	4%	-41	-13	-7	0
Services principalement non marchands	5%	-32	-13	-9	0
Total	100%	-17	-4	-2	-2

*poids dans la dépense de consommation finale des ménages (hors correction territoriale)

Lecture : le niveau de consommation des ménages en services d'hébergement et de restauration serait au mois d'août inférieur de 18 % à son niveau d'avant crise, contribuant à une moindre consommation totale des ménages de 1 point de pourcentage, par rapport au niveau d'avant crise.

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

Développements internationaux

Après avoir reculé au premier trimestre, l'activité a chuté davantage encore au deuxième trimestre dans les pays avancés, sous l'effet des mesures de restriction en vigueur jusque mi-mai. Elle reprend depuis cette date, à des rythmes variables. Certains indicateurs haute fréquence, comme la consommation d'électricité, témoignent en effet d'une activité globale durant l'été 2020 proche de celle de 2019 à la même période. D'autres indicateurs comme la fréquentation des lieux publics, pour lesquels la correction des variations saisonnières est impossible par manque de profondeur historique des séries, mettent davantage en évidence un effet saisonnier lié aux départs en vacances. Ainsi, la fréquentation des lieux de travail ou l'indice de congestion routière baissent durant l'été 2020 sans pour autant témoigner d'un essoufflement de la reprise de l'activité.

Dans les principales économies avancées, l'activité chute encore au deuxième trimestre 2020, les perspectives s'améliorent pour le troisième

Ce n'est qu'au milieu du deuxième trimestre que les pays européens ont entamé la levée progressive des mesures de restriction des déplacements et de confinement, permettant la reprise de l'activité. Encore fortement affectée en avril et début mai, l'activité au deuxième trimestre a ainsi diminué en zone euro de 12,1 %, plus fortement encore qu'au premier trimestre où la chute du PIB a atteint 3,6 %. Parmi les quatre principaux pays de la zone euro, l'Espagne est le pays qui a connu la plus forte baisse de son PIB, de 18,5 % après une diminution de 5,2 % au premier trimestre. En France, le PIB a reculé de 13,8 % contre une baisse de 12,8 % en Italie et de 9,7 % en Allemagne (après -5,9 %, -5,5 % et -2,0 % respectivement au premier trimestre). Pour l'ensemble de ces pays, toutes les composantes de la demande ont été fortement affectées, notamment les exportations qui ont diminué de 20,3 % en Allemagne, de 25,0 % en France et de 33,5 % en Espagne, ainsi que l'investissement total, en chute de 7,9, de 14,9 et de 22,3 % respectivement. Au Royaume-Uni, la baisse du PIB a été encore plus marquée (-20,4 % après -2,2 %). En particulier, la consommation des ménages (-23,1 %) et l'investissement des entreprises (-31,4 %) se sont largement repliés. Aux États-Unis, le PIB a fortement chuté également au deuxième trimestre (-9,1 % après -1,3 %), pénalisé surtout par la consommation des ménages (-9,9 %) et dans une moindre mesure par les exportations (-22,1 %) et l'investissement

des entreprises (-7,2 %). Les importations ont été très affectées également (-17,6 %), si bien que la contribution du commerce extérieur à la croissance n'a été que très faiblement négative (-0,1 point).

Les disparités entre les pays s'expliquent notamment par des différences d'intensité et de calendrier des mesures de restriction. Néanmoins, les comparaisons doivent à ce stade être considérées avec prudence, pour des raisons méthodologiques : outre les possibilités de révisions soulignées par les instituts de statistique, notamment pour ceux n'ayant publié qu'une première estimation (Royaume-Uni), un sujet d'attention porte également sur la prise en compte de la production des administrations publiques, qui n'est pas directement observable : les pays ont pu s'appuyer sur des hypothèses et des indicateurs différents pour estimer l'évolution de cette production (dépenses des administrations, heures travaillées par les agents publics, nombres de cours assurés dans l'éducation, actes de soins réalisés).

Après avoir atteint un niveau de 54,7 points en juillet 2020, l'indice PMI dans la branche des services en zone euro s'est maintenu en août 2020 au niveau du seuil d'expansion à 50,5 points (*graphique 1*), dans le sillage du rebond entamé en juin 2020 (48,3 points) après les mois affectés par le confinement. Cet indicateur témoigne donc de la poursuite de la reprise économique durant l'été. Dans la branche manufacturière, l'indice PMI en zone euro reflète des perspectives similaires à celles des services, avec un niveau de 51,7 points en août 2020 après 51,8 points en juillet 2020 et 47,4 points en juin. Au Royaume-Uni et aux États-Unis, la reprise semble plus nette en août, l'indice PMI atteignant respectivement 58,8 et 55,0 dans les services, 55,2 et 53,1 dans l'industrie manufacturière. Cette reprise suit celle observée en Chine, qui est sortie plus tôt du confinement et où l'activité s'est redressée plus tôt également.

Les effets négatifs de la crise sur le marché du travail persistent

Dans les principaux pays de la zone euro, les dispositifs mis en place pour préserver l'emploi ont été massifs. L'Allemagne, la France et l'Italie ont ainsi adopté depuis mars 2020 des mesures assouplissant les possibilités d'activité partielle et des mesures d'exonération de la totalité du coût du travail sur les heures non travaillées, mises en pratique selon des modalités différentes. En Espagne, les politiques publiques se sont davantage préoccupées de

garantir un revenu minimum aux ménages, comme l'illustre l'introduction fin mai d'un revenu universel, que de préserver l'emploi. Les effets des mesures de soutien à l'emploi au Royaume-Uni (garanties de prêt, chômage partiel, reports de TVA) s'illustrent par exemple avec une baisse de 20 % sur un an du nombre d'heures travaillées au deuxième trimestre. Aux États-Unis où la protection de l'emploi est moindre qu'en Europe, en particulier la législation encadrant les licenciements, le Congrès a néanmoins voté la mise en place d'une indemnité supplémentaire de 600 dollars par semaine aux chômeurs jusqu'au 25 juillet. Celle-ci s'ajoute aux indemnités versées par les États (de 200 dollars environ jusqu'à 800 dollars).

Au total, en zone euro, l'emploi a beaucoup moins reculé que l'activité économique au premier semestre 2020. En Allemagne, en France et en Italie, le nombre de destructions nettes d'emploi a été similaire, contrairement à l'Espagne où le nombre d'emplois détruits a été bien plus élevé et au Royaume-Uni où à l'inverse les destructions d'emploi ont été relativement faibles. En Allemagne, le nombre d'emplois détruits au deuxième trimestre 2020 serait de 566 000 selon une première estimation, soit une baisse de 1,3 % après +0,0 % au premier trimestre, la plus forte depuis la réunification. En France, l'emploi salarié aurait affiché une destruction nette de 500 000 au premier trimestre puis 215 000 au deuxième trimestre (soit des baisses de 2,0 % au premier trimestre puis 0,9 % au deuxième). En Italie, après 101 000 emplois détruits au premier trimestre, les destructions se seraient élevées à 479 000 emplois entre avril et juin (soit une baisse de 2,1 %). En Espagne, les destructions nettes d'emplois ont atteint

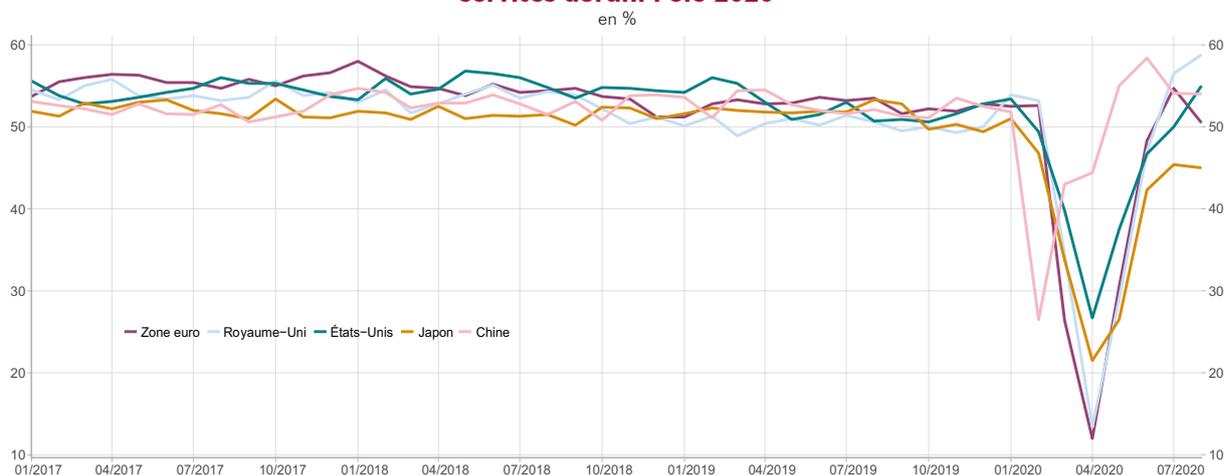
195 000 emplois au premier trimestre puis 1 521 000 emplois au deuxième trimestre, correspondant à des baisses successives de 1,0 % et 7,5 %, soit bien plus que dans les trois autres pays européens. En revanche, au Royaume-Uni, où la mise en place des mesures de restrictions s'est faite plus tardivement que dans les autres pays européens, la création nette de 211 000 emplois au premier trimestre compense presque intégralement la destruction nette de 220 000 emplois (-0,7 %) au deuxième trimestre. Aux États-Unis, l'emploi a bien davantage diminué que dans d'autres pays pendant le confinement, l'économie américaine ayant détruit plus de 20 millions d'emploi au mois d'avril (-13,8 %), mais il a rebondi depuis (+10,6 millions d'emploi cumulés entre mai et août), effaçant une partie de ses pertes.

Ces évolutions très négatives du niveau d'emploi ne se reflètent pas, ou seulement partiellement, dans la dynamique du taux de chômage. En France notamment, le taux de chômage a diminué au deuxième trimestre 2020, s'établissant à 7,1 % de la population active selon l'enquête Emploi, après 7,8 % le trimestre précédent. Il s'agit en fait d'une baisse en trompe l'œil puisqu'elle provient essentiellement du confinement des personnes sans emploi qui ne recherchaient plus ou n'étaient alors plus disponibles pour prendre un emploi¹, cet effet baissier l'emportant sur la hausse du nombre de personnes sans emploi. Dans les autres pays, l'évolution du taux de chômage est à la hausse : en Espagne, il atteindrait 15,5 % au deuxième trimestre² après 13,8 % au trimestre précédent ; en Allemagne où il est calculé mensuellement, sa hausse s'est poursuivie en juillet pour atteindre 4,4 % de la population active après 4,3 % en juin ; en

1. « Au deuxième trimestre 2020, un marché du travail sous l'influence du confinement », *Information Rapide*, Insee, 13 août 2020

2. Moyenne trimestrielle du taux de chômage mensuel, le taux trimestriel n'étant pas encore publié.

1 - L'indice PMI des principales économies confirme la reprise de l'activité dans la branche des services durant l'été 2020



Source : Purchasing Managers' Index, IHS Markit, Jibun

Développements internationaux

Italie, où les dernières estimations mensuelles disponibles portent sur le mois de juin, le taux de chômage a également poursuivi sa progression (+0,6 point par rapport à mai 2020, à 8,8 % de la population active). Au total en zone euro, le taux de chômage a progressé en juillet 2020 de 0,5 point par rapport à mai 2020, s'élevant ainsi à 7,9 % de la population active. Au Royaume-Uni, le taux de chômage est constant depuis mars 2020 à 3,9 % de la population active tandis qu'aux États-Unis, il a diminué en août pour le quatrième mois consécutif atteignant 8,4 % (après 14,7 % en avril), ce qui serait le reflet selon le *Bureau of Labor Statistics* d'une reprise de l'activité.

La consommation d'électricité à l'été 2020 a rejoint celle de l'été 2019

Outre les enquêtes de conjoncture, des indicateurs à plus haute fréquence témoignent d'une activité globale relativement proche de

celle de l'été 2019 dans les pays avancés. Entre fin juin et fin août 2020, la consommation d'électricité a progressé quasi continuellement dans les quatre principaux pays de la zone euro, ainsi qu'au Royaume-Uni, pour atteindre un niveau de consommation très proche de celui de la fin de l'été 2019 (*graphique 2*). Tandis que la consommation d'électricité dans la semaine du 22 juin était inférieure de près de 7 % à celle sur la même période en 2019 en Allemagne et en Espagne et de 6 % en France, elle avait atteint dans la semaine du 24 août le même niveau globalement qu'en 2019 en Allemagne, en France, en Italie et en Espagne. Au Royaume-Uni, la consommation d'électricité était inférieure d'environ 13 % à son niveau de 2019 durant la semaine du 22 juin, de près de 10 % durant la semaine du 5 août et de 4 % durant la semaine du 24 août. Enfin, aux États-Unis, la consommation d'électricité fluctue autour de son niveau de 2019 (entre -5 % et +5 % environ) depuis fin juin.

2 - Évolution de la consommation d'électricité dans les principaux pays avancés

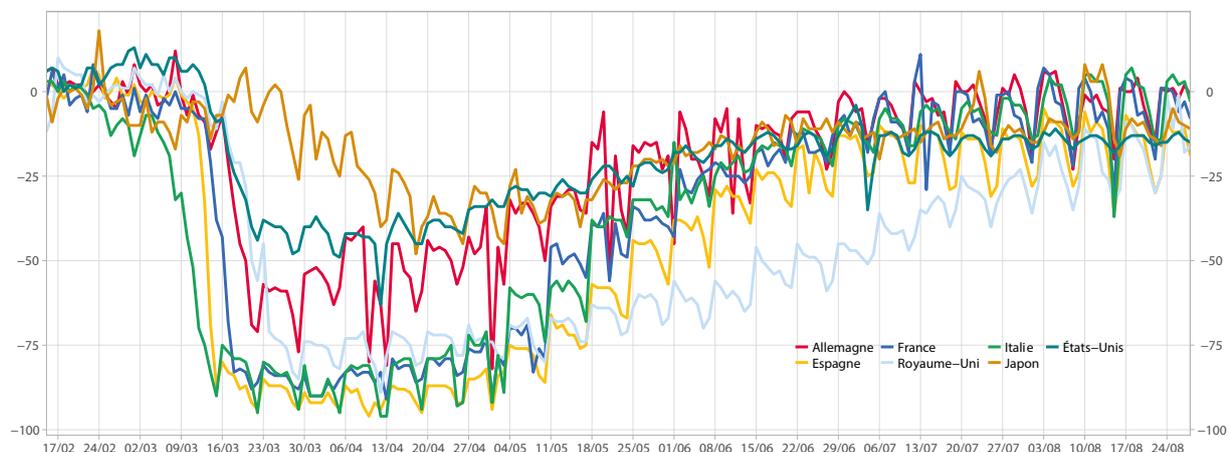
écart en % à la moyenne 2015-2019



Note : Chaque point représente l'écart entre la consommation quotidienne moyenne d'électricité en 2020 par rapport au jour comparable en 2019 (à la moyenne 2015-2019 pour les États-Unis et le Royaume-Uni). Ici, les données en zone euro n'ont pas été corrigées des effets de température.

Source : Données de la plateforme transparency.entso.eu pour la consommation d'électricité dans les pays de l'Union européenne, site de l'US Energy Information Administration (EIA) pour la consommation d'électricité aux États-Unis

3 - La reprise de la fréquentation des commerces de détail hors alimentaire et des lieux récréatifs s'est poursuivie durant l'été 2020



Note : les chiffres de fréquentation présentés ici correspondent à l'écart de fréquentation observé par les données des utilisateurs de Google Maps, par rapport à la médiane du 3 janvier au 6 février 2020.

Source : Google Maps Mobility Reports

La fréquentation des commerces de détail a continué sa progression durant l'été 2020

De même que pour l'activité globale, la reprise de la consommation s'est poursuivie durant l'été 2020. La fréquentation des commerces de détail hors alimentaire et des lieux récréatifs comme les cafés, les restaurants, les centres commerciaux, les musées et les cinémas a continué sa progression, quoiqu'à un rythme plus lent qu'au moment de la levée des mesures de restriction (*graphique 3*). Ainsi, la fréquentation de ces lieux à la fin août (22 au 28 août) a été très proche de celle de début d'année en Allemagne, en France et en Italie, avec un écart compris entre -5 % et -2 %, tandis qu'une baisse de fréquentation perdurait encore en Espagne (-17 %), aux États-Unis (-14 %) et au Royaume-Uni (-15 %). A titre de comparaison, fin juin 2020 les écarts de fréquentation par rapport à la période de référence s'élevaient à -11 % en Allemagne, -16 % en France, à près de -25 % en Italie et en Espagne, et jusqu'à -50 % au Royaume-Uni. Aux États-Unis en revanche, la fréquentation des commerces de détail est relativement stable depuis fin juin, inférieure d'environ 15 % à la période de référence (ici janvier 2020).

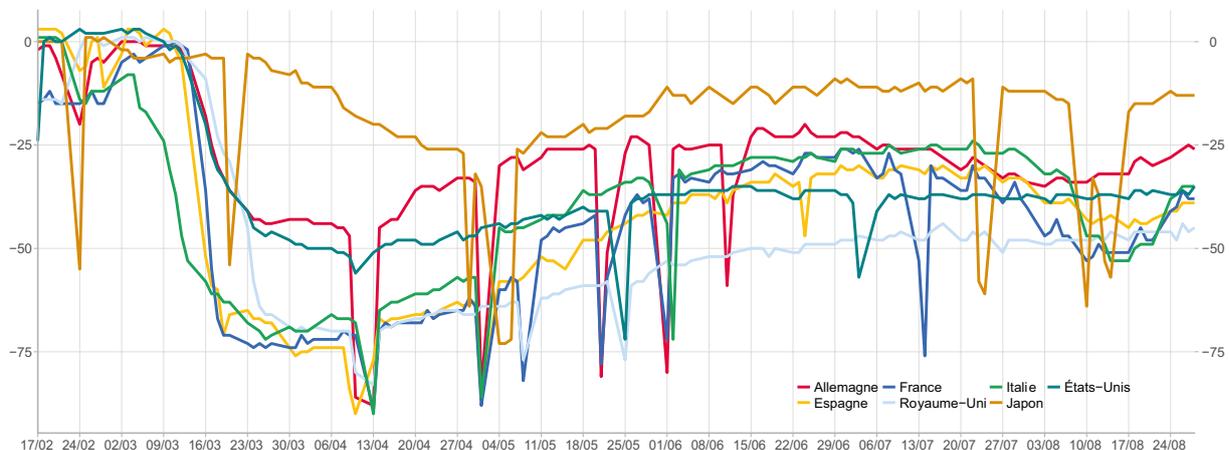
L'usage des transports en baisse en lien avec les vacances d'été, un trafic aérien européen toujours inférieur de moitié au trafic en 2019

Les activités économiques sont intimement liées à l'utilisation des transports, qu'ils soient communs ou individuels. Toutefois, comme l'illustre la baisse de la fréquentation des lieux

de travail durant le mois d'août dans les pays européens (*graphique 4*), la période d'été est assez particulière car caractérisée par un nombre important de départs en vacances. Cet effet de saisonnalité n'a pu faire l'objet de correction du fait de la nature des données Google Maps Mobility mises en ligne. En effet, les données ne sont disponibles qu'à partir de février 2020 et sont issues d'un calcul d'écart du nombre de fréquentations en 2020 par rapport à une période de référence en 2020, et non à la même période en 2019. Ainsi, l'évolution de ces indicateurs de fréquentation est principalement guidée par cet effet estival. Tandis que fin juillet, la fréquentation des lieux de travail en Europe était relativement stable par rapport à fin juin, à la mi-août l'écart de fréquentation avait perdu près de 25 points de pourcentage en France et en Italie, environ 10 points en Espagne et 5 points en Allemagne. Aux États-Unis et au Royaume-Uni, la fréquentation des lieux de travail reste relativement stable (-37 % environ aux États-Unis et -48 % environ au Royaume-Uni).

La baisse de fréquentation des lieux de travail s'est traduite par une baisse du trafic routier, notamment en France, en Italie et en Espagne et principalement dans les grandes villes. Ainsi, l'indice fourni par TomTom indique une baisse de la congestion routière, passant de 33 % la semaine du 22 juin à un indice égal à 26 % la semaine du 24 août 2020 en France, en lien avec la spécificité de la période estivale. De la même façon, en Italie et en Espagne, la congestion routière a diminué avec un indice atteignant 12 % et 7 % respectivement (après 21 % et 11 % fin juin). Aux États-Unis et au Royaume-Uni, l'indice de congestion routière en moyenne reste également inférieur au mois d'août à sa moyenne de 2019, sans connaître toutefois de baisse notable. L'indicateur de mobilité d'Apple, qui rassemble

4 - La baisse de fréquentation des lieux de travail s'expliquerait principalement par un effet saisonnier



Note : Ces données mesurent l'écart entre la fréquentation du lieu le jour indiqué par l'axe des abscisses et la fréquentation moyenne sur l'ensemble des jours de la semaine correspondant, sur la période allant du 3 janvier au 6 février. Par exemple, si le jour de l'axe des abscisses est un lundi, alors la référence est la moyenne des fréquentations sur l'ensemble des lundis des cinq semaines entre janvier et février.

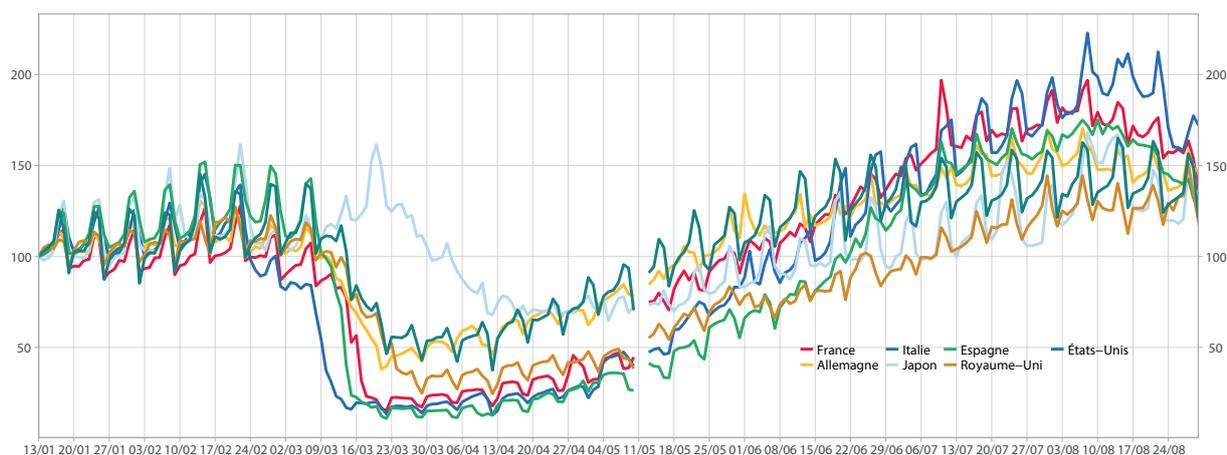
Source : Google Maps Mobility Reports

Développements internationaux

les recherches d'itinéraires sur l'application *Apple Maps*, témoigne également d'une baisse du nombre de recherches d'itinéraires en voiture durant le mois d'août en France, en Espagne et plus modestement en Allemagne, mais pas au Royaume-Uni ni aux États-Unis (*graphique 5*). Néanmoins, cet indicateur reste fin août 2020 à un niveau nettement supérieur à son niveau d'avant confinement. Concernant l'utilisation des transports publics, la perte de fréquentation par rapport au début 2020 s'est stabilisée depuis la fin du mois de juin, dans un contexte là encore marqué, dans certains pays, par la pause estivale. En France et en Allemagne, la fréquentation des transports publics selon *Google Maps* est restée inférieure d'environ 20 % à celle de début d'année (identique à celle de fin juin dans ces deux pays) et de 30 % aux États-Unis, contre une perte de 40 % environ en Italie, en Espagne et au Royaume-Uni.

Enfin, la reprise de l'activité dans le secteur des transports aériens en Europe s'est poursuivie de façon très progressive au cours de l'été 2020. Fin août 2020, le trafic aérien dans les quatre principaux pays de la zone euro est encore inférieur de près de 50 % au trafic sur la même période en 2019 (*graphique 6*), après une baisse de trafic en glissement annuel comprise entre 75 % et 90 % fin juin 2020. Au Royaume-Uni, la baisse par rapport à 2019 atteint 58 % (en moyenne mobile hebdomadaire). Aux États-Unis, lors de la troisième semaine d'août, le nombre de vols dans les principaux aéroports du pays est inférieur d'environ 45 % à ses niveaux précédant le confinement. Le nombre de passagers (mesuré par les effectifs franchissant les contrôles de sécurité) est inférieur d'environ 70 % à ses niveaux de 2019, en hausse toutefois par rapport à la fin juin (-85 %). ■

5 - Le nombre de recherche d'itinéraires en voiture baisse légèrement en août mais reste supérieur à son niveau d'avant crise

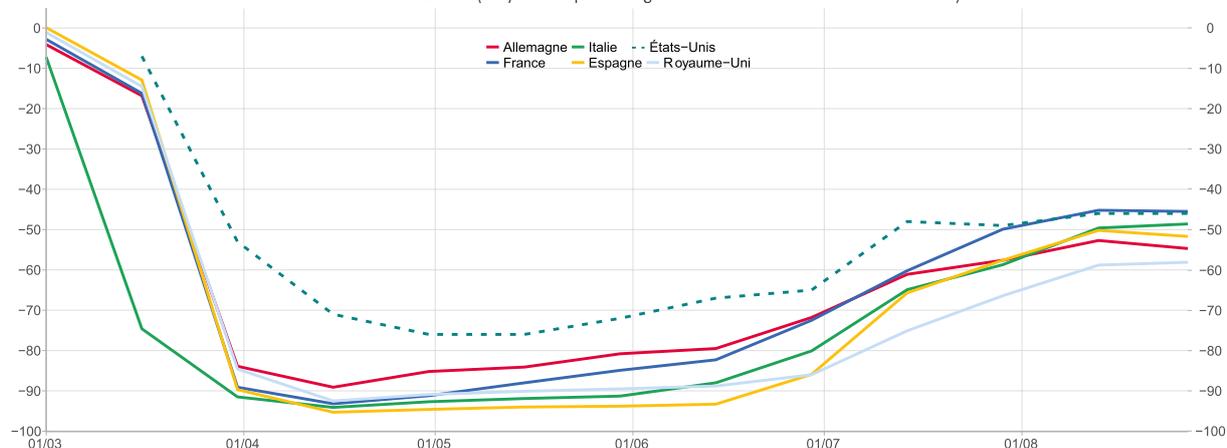


Note : Indicateurs de recherche d'itinéraires, base 100 le 13 janvier 2020. Les données des 11 et 12 mai ne sont pas disponibles.

Source : *Apple mobility reports*

6 - Fin août, le trafic aérien européen demeure inférieur de moitié au trafic en 2019

évolution du trafic aérien (moyenne 7 jours du glissement annuel sur le nombre de vols)



Note : les chiffres européens sont ceux de la moyenne mobile sur 7 jours de l'écart journalier du nombre total de vols en partance et à l'arrivée des aéroports du pays concerné en 2020 par rapport à 2019, pour les États-Unis la courbe représente l'évolution du nombre de vols effectués par rapport au nombre de vols programmés lors de la semaine du 15 au 22 mars 2020

Source : Site Eurocontrol pour le trafic aérien des pays de la zone euro et le Royaume-Uni, site *flightradar* pour les États-Unis et le Japon

Les effets de la crise sanitaire dans les régions européennes ont été plus hétérogènes durant la reprise qu'au cours du confinement

Plusieurs études publiées dans les *Points de conjoncture* de l'Insee entre mars et juillet ont abordé les conséquences à l'échelle régionale voire départementale de la crise sanitaire sur la consommation des ménages français et sur leurs déplacements. La comparaison de ces effets régionaux peut être étendue aux quatre autres principales économies européennes à l'aide des indicateurs de fréquentation de lieux publics issus des rapports *Google Maps Mobility*. Les effets économiques de la crise sanitaire au niveau régional sont apparus assez similaires entre la France, l'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni : les régions ont été affectées de façon relativement uniforme et avec une amplitude comparable durant la période de confinement, à la différence de l'Allemagne. Puis, la levée progressive des restrictions de l'activité, plus différenciée selon les régions que ne l'a été leur mise en place, s'est traduite par une reprise économique plutôt hétérogène à l'échelle régionale des cinq principaux pays européens. Ces résultats sont à interpréter avec prudence du fait des limites provenant de la représentativité et de la saisonnalité des données utilisées. La comparaison des indicateurs *Google* avec ceux mobilisés spécifiquement pour la France dans les *Points de conjoncture* précédents, comme les montants agrégés de transactions par carte bancaire ou les données d'activation des réseaux de téléphonie mobile d'Orange, témoigne cependant d'une concordance des résultats du moins dans le cas de la France.

Les effets économiques de la crise sanitaire sont hétérogènes entre les pays européens mais aussi entre les régions au sein d'un même pays

Les *Points de conjoncture* publiés depuis le début de la crise ont rendu compte de conséquences économiques hétérogènes de la crise sanitaire entre les cinq principaux pays européens. En effet, la chute de l'activité, mesurée par les comptes nationaux des premier et deuxième trimestres, a été plus marquée en France, en Italie et en Espagne qu'en Allemagne au creux de la crise. Ces différences étaient déjà suggérées, avant la publication des comptes, par divers indicateurs à haute fréquence tels que la consommation d'électricité ou la concentration de l'air en dioxyde d'azote, mesurées au jour le jour. Ainsi, au deuxième trimestre 2020, l'activité allemande a baissé de 9,7 % (après -2,0 % au premier) contre une chute de 12,8 % en Italie (après -5,5 %), de 13,8 % en France (après -5,9 %), et de 18,5 % en Espagne (après 5,2 %). Confiné plus tard, le Royaume-Uni a subi une baisse d'activité semblable à l'Allemagne au premier trimestre, à -2,2 %, mais le déconfinement plus tardif a induit une plus forte chute au deuxième trimestre à -20,4 %. Ainsi, ces fortes baisses d'activité à l'échelle des pays ont été fortement corrélées, tant au calendrier de confinement et de déconfinement, qu'au degré de restriction des mesures adoptées par les différents pays¹.

Par ailleurs, les modalités de restriction de l'activité et de reprise marquent une dichotomie entre d'un côté les régions allemandes et de l'autre les régions françaises, italiennes, espagnoles et britanniques. Tandis qu'en Allemagne la mise en place des mesures a été la prérogative des Länder, en France, en Italie et en Espagne, elles ont été appliquées via des décrets gouvernementaux concernant l'ensemble du territoire national sans

distinction par régions. Au Royaume-Uni, les politiques sanitaires relèvent des quatre nations mais ont été très similaires en pratique pendant le confinement. À l'inverse, la reprise progressive de l'activité économique a été bien moins uniforme à la fois entre pays – l'Allemagne ayant initié la reprise plus tôt que les trois autres pays de la zone euro, et le Royaume-Uni plus tard que les quatre pays européens – mais aussi entre régions d'un même pays, avec par exemple un processus par phases en Espagne ou par zones de couleur en France, avec un calendrier légèrement différencié selon les zones. Par conséquent, la disparité des effets de la crise sanitaire au niveau régional peut expliquer en partie l'hétérogénéité des chutes d'activité observée à l'échelle des pays européens. Par exemple, bien que certaines régions allemandes aient pu connaître un choc d'amplitude similaire aux régions françaises, d'autres y auraient échappé dans une certaine mesure. A contrario, les régions françaises auraient plutôt connu un choc uniforme.

Plusieurs éclairages des *Points de conjoncture* ont adopté cette perspective régionale pour la France à l'aide de données haute fréquence telles que le nombre et les montants agrégés des transactions par carte bancaire, et celles de déplacements quotidiens retracés par les indicateurs d'activation des réseaux de téléphonie mobile (Orange). Ces études ont révélé l'existence de disparités au niveau départemental en matière de montant global des transactions par carte bancaire - les départements les moins peuplés sont ceux où le volume de transactions semble résister le plus. À l'inverse, les zones géographiques les plus peuplées, urbaines et qui concentrent des immeubles de bureaux, ont connu une baisse plus forte des déplacements matinaux que les zones moins peuplées et à caractère plus résidentiel². Toutefois, l'accès à des données comparables aussi détaillées

1. Cf. fiche « Développements internationaux », *Point de conjoncture*, 27 mai 2020.

2. « Fin mai, les trajets matinaux n'atteignent que 60 % de leur volume habituel », *Point de conjoncture*, 17 juin 2020.

serait complexe pour les autres pays européens au niveau régional.

Néanmoins, dans les précédents *Points de conjoncture*, les indicateurs de fréquentation des lieux publics de *Google Maps Mobility* ont aidé à évaluer, d'abord, le degré de restriction de l'activité des personnes en termes de mobilité, puis la diversité des modalités de reprise en Europe. Leur disponibilité au niveau régional pour les cinq principaux pays européens en fait des indicateurs privilégiés pour apprécier, cette fois à l'échelle infranationale, la chronologie des événements du début du confinement jusqu'à aujourd'hui. Bien que ne témoignant que de la mobilité géographique des personnes et présentant certains biais (*encadré 1*), les indicateurs *Google Maps Mobility* peuvent s'avérer utiles pour étudier la consommation des ménages à travers la fréquentation des commerces de détail hors alimentaire ou encore pour étudier les comportements de télétravail avec la fréquentation des lieux de travail.

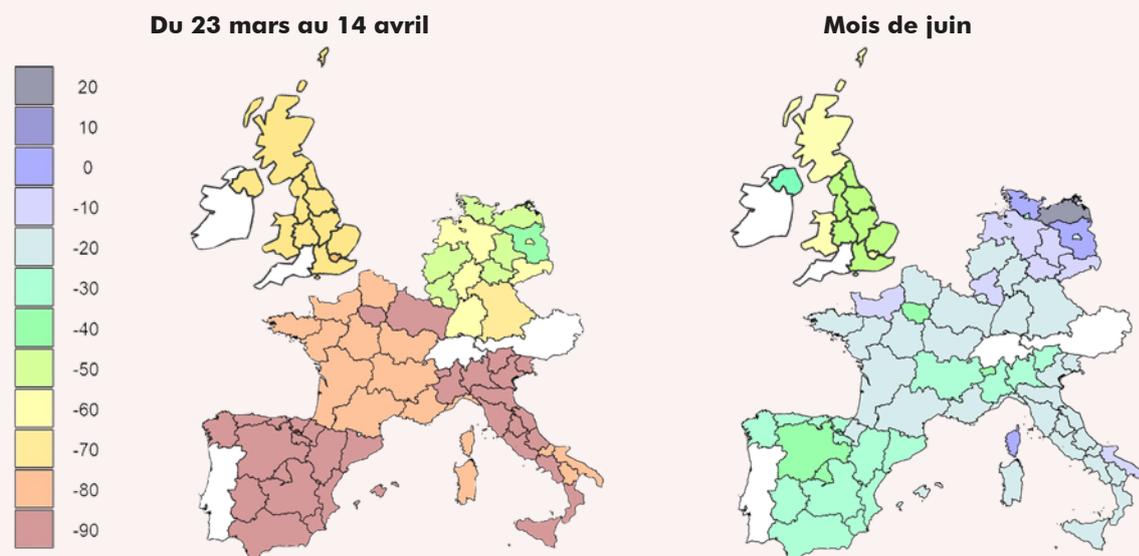
Au sein de chaque pays, la chute de fréquentation des commerces hors alimentaire et des lieux récréatifs durant le confinement en Europe a été relativement homogène entre les régions, sauf en Allemagne

Hormis en Allemagne, la diminution de fréquentation des lieux publics a été assez homogène dans les régions des principaux pays européens durant le confinement. À partir du 1^{er} juin, en revanche, la reprise de la mobilité des personnes et de l'activité s'est effectuée de manière un peu plus dispersée entre les régions.

En France, en Italie et en Espagne, les restrictions d'ouverture des commerces, des activités de loisir et de la mobilité des personnes ont été décidées au niveau national. En France, selon les données *Google Maps Mobility*, la baisse moyenne de la fréquentation des commerces de détail hors alimentaire et des lieux de loisir entre le 23 mars et le 14 avril, par rapport à la période de pré-confinement, était comprise entre -85 % et -83 % pour l'ensemble des régions (*encadré 2*), hormis la région Île-de-France, relativement plus affectée que les autres (-87 %). En Espagne également, la fréquentation des commerces a diminué assez uniformément sur l'ensemble du territoire avec une baisse un peu plus prononcée, comprise entre 88 % et 91 % par rapport à la période de référence (*carte 1*). Comme en France, la perte de fréquentation la plus forte concerne la région de la capitale, avec une baisse de 91 % au sein de la communauté de Madrid. La chute de fréquentation des commerces a aussi été assez homogène entre les régions italiennes. Près de trois quarts d'entre elles ont connu une baisse de fréquentation comprise entre 86 % et 90 %. Les régions les plus touchées sont celles du nord de l'Italie comme la Vallée d'Aoste, la Lombardie et le Trentin-Haut-Adige, qui font partie des premières régions affectées par la pandémie. Au Royaume-Uni, bien que les décisions en matière de santé relèvent des quatre nations, les réglementations sanitaires étaient en pratique très similaires pendant le confinement. Ainsi, la fréquentation des commerces et activités de loisir a diminué de plus de 70 % par rapport à la normale au cours de la période. Cette baisse s'observe dans

Carte 1 - La fréquentation des commerces hors alimentaire et des lieux récréatifs a été plus affectée dans les régions du Sud de l'Europe

écart de fréquentation en % par rapport à celle des mois de janvier et février 2020



Note : L'indicateur de *Google Maps Mobility* correspond à la fréquentation des commerces de détail hors alimentaire et des lieux de loisir (restaurants, cafés, centres commerciaux, parcs à thème, musées, bibliothèques et cinémas). Les données ne sont pas disponibles pour le Sud-Ouest anglais, où l'indice ne couvre pas toutes les zones infra-régionales, représentant moins de 95 % de la population de la région. Chaque couleur de la légende représente une plage de 10 points de pourcentage (par exemple, -20 représente une baisse de la fréquentation des commerces et lieux de loisir comprise entre -15 % et -25 % par rapport à la période de référence).

Lecture : en Île-de-France, la fréquentation des commerces de détail et des lieux de loisir a ainsi diminué de 87 % entre le 22 mars et le 15 avril, par rapport aux mois de janvier et février.

Source : *Google*, calculs *Insee*

Encadré 1 : l'intérêt des indicateurs de fréquentation Google Maps Mobility malgré certains biais

Face à la brutalité de la crise économique provoquée par les mesures de restriction de l'activité, des sources d'informations à haute fréquence ont été mobilisées pour mesurer l'activité économique. Parmi elles, les données issues des rapports *Google Maps Mobility* relatives à la fréquentation de certains types de lieux (commerces de détail hors alimentaire et lieux de loisirs, lieux de travail, transports publics) sont disponibles au niveau géographique NUTS-1 et NUTS-2¹, comparables pour les pays européens. Les séries temporelles quotidiennes sont disponibles du 13 février à aujourd'hui, couvrant ainsi la période de pré-confinement puis de reprise de l'activité. Par ailleurs, elles permettent d'appréhender les diverses conséquences des mesures de restriction puis de leur levée, en estimant les évolutions de fréquentation des commerces non alimentaires et des lieux de loisir, mais aussi celles des lieux de travail ou des transports publics².

Toutefois, les données *Google Maps Mobility* ne sont ni exhaustives dans leur domaine, ni représentatives de la population nationale ou régionale. En effet, ces données sont collectées sur la base de l'activation d'un paramètre du compte Google de l'utilisateur, paramètre nommé « historique des positions » désactivé par défaut. L'activation s'opère lorsque l'utilisateur met à jour sa position géographique. La documentation disponible³ rappelle de plus que sur une zone donnée, lorsque le seuil de qualité et de confidentialité des données n'est pas atteint, les informations recueillies sur cette zone ne sont pas publiées. Enfin, les données sont agrégées à un bruit statistique destiné à en préserver l'anonymat. L'indicateur de fréquentation des commerces de détail hors alimentaire et des lieux de loisir inclut, selon la note méthodologique de Google, les lieux tels que les restaurants, les cafés, les centres commerciaux, les parcs à thème, les musées, les bibliothèques et les cinémas.

Cependant, les autres données disponibles pour la France utilisées comme point de comparaison sur la consommation ou les déplacements sont également sujettes à une restriction du champ couvert et à des problèmes de représentativité : par exemple, les données régionales des transactions par cartes bancaires⁴ n'incluent pas les achats en ligne, les achats effectués par d'autres moyens de paiement (espèces, chèque, etc) et les données de téléphonie mobile⁵ ne reposent que sur les déplacements de la population utilisant les services de l'opérateur malgré les redressements statistiques effectués *a posteriori*.

Enfin, les données brutes du nombre d'individus fréquentant les lieux considérés selon *Google Maps* ne sont pas disponibles. Seuls des indicateurs d'écart de la fréquentation par rapport à une période de référence sont diffusés. Par exemple, l'indicateur de fréquentation des transports publics le mardi 30 juin 2020 correspond à l'écart de la fréquentation ce jour par rapport à la fréquentation moyenne des transports publics les mardis des cinq semaines allant du 3 janvier au 6 février 2020. L'absence des variations de ces fréquentations les années précédentes, notamment en 2019, ne permet donc pas de corriger les indicateurs de leur saisonnalité. Pour ces deux raisons de représentativité et de saisonnalité, les résultats obtenus avec les données *Google Maps Mobility*, doivent être interprétés avec précaution. ■

1. La nomenclature des unités territoriales statistiques (ou NUTS) est une nomenclature à trois niveaux d'agrégation servant de référence pour une analyse sociale, économique et démographique des territoires ainsi que pour la définition des politiques régionales de l'Union européenne. Le premier niveau d'agrégation, appelé NUTS-1 correspond aux régions dans le cas de la France, aux Länder dans le cas de l'Allemagne, aux groupes de régions en Italie (comme l'Italie Nord-Occidentale, l'Italie Nord-Est etc) et aux groupes de communautés autonomes en Espagne. Le niveau NUTS-2 correspond à un niveau plus désagrégé, comme les départements en France, les régions en Italie et les communautés autonomes en Espagne. Comme mentionné plus haut, les données *Google Maps Mobility* sont disponibles au niveau NUTS-1 ou NUTS-2 selon les pays. Dans le cas des quatre principaux pays de la zone euro, les données sont disponibles au niveau NUTS-1 pour la France et l'Allemagne, et au niveau NUTS-2 pour l'Italie et l'Espagne. Ce découpage différent selon les pays peut s'expliquer notamment par l'importance relative des instances administratives à ces échelles géographiques. Par exemple, le Länder en Allemagne et la communauté autonome en Espagne sont, du point de vue politique et administratif, les échelles géographiques les plus pertinentes (contrairement au niveau du canton ou du groupe de communautés).

2. « Les données haute fréquence sont surtout utiles à la prévision économique en période de crise brutale », *Point de conjoncture*, 17 juin 2020.

3. La documentation sur la construction des indicateurs *Google Maps Mobility* est disponible via le lien suivant : https://www.google.com/covid19/mobility/data_documentation.html?hl=en

4. Ces données résultent de l'agrégation par jour des données individuelles anonymisées au niveau départemental, et offrent à la fois le montant total des transactions et le nombre de transactions effectuées par jour.

5. Les données de téléphonie mobile Flux Vision d'Orange mesurent la distance parcourue par les utilisateurs de mobile Orange lorsqu'ils transitent d'une unité spatiale (EPCI) à une autre. Seuls les trajets matinaux s'apparentant aux trajets domicile-travail ont été gardés. Les données ont été ensuite redressées afin d'être représentatives de la population résidente. Les deux sources n'ont pu être comparées que sur la période de creux de l'activité du 22 mars au 14 avril car les données Flux Vision ne sont disponibles que jusqu'au 31 mai 2020. Les données brutes, disponibles à un niveau très fin d'unité spatiale regroupant plusieurs communes, appelée EPCI (établissement public de coopération intercommunale), ont été agrégées au niveau régional par lieu d'origine des utilisateurs. Les résultats au niveau régional changent très peu lorsque ces données sont agrégées par lieu de destination.

Encadré 2 : La baisse de fréquentation des commerces hors alimentaire et des lieux récréatifs selon Google semble corrélée à celle du nombre de transactions par cartes bancaires

Les constats établis à partir des indicateurs de mobilité de Google pour la France s'avèrent relativement concordants avec ceux issus des transactions par cartes bancaires. En effet, il existe une corrélation positive relativement forte entre, d'un côté, la perte de fréquentation des commerces hors alimentaire et des lieux de loisir mesurée par *Google Maps Mobility*, et de l'autre, la baisse du nombre de transactions par cartes bancaires par rapport à début 2020 (*graphique 1*). Ces deux sources de données témoignent d'une baisse de l'activité liée à la consommation d'amplitude similaire pour l'ensemble des régions françaises entre fin mars et mi-avril, sauf pour la région Île-de-France qui a été davantage touchée en nombre de fréquentations des commerces et de nombre de transactions. Au mois de juin, les deux indicateurs retracent le rebond de l'activité. La reprise de la fréquentation des commerces et des transactions a été plus hétérogène en fonction des régions, et celles dont la fréquentation demeure la plus affectée sont aussi les plus touchées en termes de transactions. C'est le cas notamment des régions Île-de-France, Grand-Est et Auvergne-Rhône-Alpes. Ces résultats sont à interpréter avec précaution, car les deux sources de données ne sont pas corrigées de la saisonnalité, notamment de la saisonnalité touristique. En effet, les régions métropolitaines sont affectées de façon différenciée par le tourisme estival contribuant ainsi à une plus grande dispersion des indicateurs au mois de juin¹. De plus, il existe un différentiel de champ entre les deux indicateurs. Les transactions par cartes bancaires ne sont pas nécessairement liées à une fréquentation de commerces hors alimentaire et de lieux récréatifs puisque les données ne permettent pas de distinguer les types de produits. ■

1. Par ailleurs, le décalage au mois de juin entre d'un côté l'écart de fréquentation des lieux et de l'autre l'écart du nombre de transactions, les deux pouvant être simultanément l'un négatif l'autre positif, trouve plusieurs explications, notamment lié à une différence de champs : la fréquentation des lieux selon Google inclut celle des lieux récréatifs caractérisée en partie par un faible retour en centres de loisirs, mais aussi à un biais de représentativité évoqué en *encadré 1*.

1 - Une corrélation positive entre les données de Google Maps Mobility et les montants agrégés de transactions par cartes bancaires



Note : Un indicateur de fréquentation des commerces et des lieux de loisir a donc été calculé sur les données Cartes Bancaires CB, en considérant le nombre total de transactions par carte bancaire et le rapportant à la même période de référence que celle utilisée par Google, évoquée précédemment. Chaque point établit pour chacune des treize régions de France métropolitaine, une correspondance entre la perte moyenne de fréquentation mesurée à partir des données de Google et celle mesurée à l'aide des données Cartes Bancaires CB.

Lecture : La baisse moyenne de fréquentation des commerces de détail en Île-de-France entre le 22 mars et le 14 avril était de -87 % selon les données de Google, contre -66 % selon les données Cartes Bancaires CB. Cette perte de fréquentation au mois de juin s'établit à -36 % selon les données de Google contre -17 % avec les données CB.

Source : Cartes Bancaires CB, Google Maps Mobility, Insee

l'ensemble du pays, sauf à Londres où, comme en France et en Espagne, la mobilité dans la région de la capitale a été plus affectée (-80 %).

Enfin, en Allemagne, où le domaine de la santé relève de la compétence des régions, les comportements de mobilité ont été beaucoup plus hétérogènes qu'ailleurs en Europe. En particulier, la fréquentation des magasins et des lieux de loisir a davantage baissé dans les Länder du Sud que dans ceux du Nord. Les Länder du Sud, où la proportion de malades de la Covid-19 était la plus importante, ont en effet adopté des mesures de confinement plus strictes, plus précoces et plus longues. Tandis que, dans les Länder du Nord, la baisse de fréquentation des commerces était comprise entre -43 % et -49 %, celle des Länder du Sud a atteint entre -56 % et -66 %. Plus particulièrement, en Bavière, où la fermeture des restaurants et des commerces non essentiels a été décrétée dès le 16 mars, la fréquentation des magasins au cours du confinement a chuté en moyenne de 66 % entre le 23 mars et le 14 avril par rapport au début d'année. Durant la même période, dans le Land du Brandebourg qui entoure celui de Berlin, la fréquentation des commerces de détail et des lieux de loisir ne s'est affaïssée « que » de 43 %, le Land n'ayant décidé que le 22 mars la fermeture des restaurants et des magasins, à l'exception en outre des magasins de bricolage et jardinage contrairement à d'autres Länder où ces magasins étaient fermés. Dans la ville-État de Berlin en revanche, et à l'image des autres capitales européennes, la fréquentation des commerces et lieux de loisir a baissé de 63 %.

Dans les cinq principaux pays européens, la levée des restrictions s'est effectuée de manière progressive voire différenciée selon les régions. En France, cette levée des restrictions s'est organisée autour du passage des départements de la zone rouge à la zone verte en passant par l'orange. Ainsi, la région Île-de-France a été l'une des dernières régions à passer en zone verte, si bien que la baisse de la fréquentation des commerces était en juin toujours la plus marquée à -36 % selon *Google Mobility*, à l'inverse de la Normandie, déconfinée plus tôt et ayant ainsi connu une baisse limitée à 13 % en moyenne ce mois-là. En Espagne, la sortie du confinement s'est opérée au niveau régional selon des critères sanitaires permettant d'accéder aux trois phases successives de levée des restrictions. La fréquentation des commerces et loisirs est restée affectée au mois de juin, de plus de 30 % par rapport à la normale, dans la communauté de Madrid, en Castille-et-Léon et en Catalogne, qui font partie des régions déconfinées le plus tardivement, contre 20 % dans les îles Baléares, qui sont passées plus rapidement en dernière phase de déconfinement.

En Italie, des décrets régionaux ont permis une levée des restrictions différenciée par région. Ainsi, en juin, les régions du Nord de l'Italie ont enregistré une fréquentation des commerces et activités de loisir inférieure au reste de l'Italie.

La fréquentation des commerces et lieux de loisir s'est fortement relevée dans les régions italiennes et espagnoles à partir du 1^{er} juin, reflétant une reprise partielle de la consommation. En Allemagne, tout comme la mise en place des restrictions était hétérogène selon les Länder, la levée de ces restrictions a aussi été différenciée, les Länder du Sud ayant assoupli les restrictions relativement plus tard qu'au Nord. Ainsi au mois de juin, la fréquentation des commerces a rebondi dans les régions du Nord-Est, dépassant son niveau du début d'année, tandis qu'elle restait inférieure de l'ordre de 20 % dans les régions du Sud. À l'inverse au Royaume-Uni, la reprise partielle de l'activité au mois de juin s'est opérée de façon relativement homogène selon les régions, en lien sans doute avec une surmortalité plus diffuse qu'en Espagne ou en Italie. En moyenne, la fréquentation des commerces et lieux de loisir n'était réduite en effet que de moitié dans les régions britanniques, illustrant une reprise partielle par rapport à la période de confinement. La mobilité associée à la consommation est cependant plus affectée à Londres, où elle restait en juin deux tiers en dessous de son niveau d'avant-crise.

La comparaison des résultats entre régions européennes, concernant notamment les régions allemandes, reste à regarder avec prudence, car il peut exister des effets de saisonnalité biaisant en partie les résultats pour certaines régions. Par exemple, en Corse, l'écart minime pour la fréquentation des commerces en juin provient essentiellement d'une activité structurellement basse en début d'année, choisie ici comme la situation de référence.

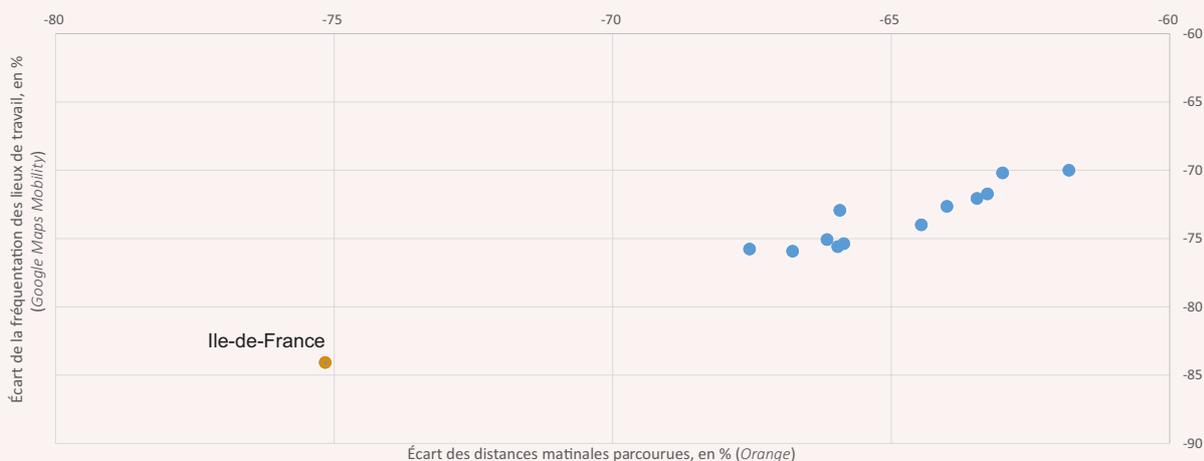
La fréquentation des lieux de travail plus faible dans les régions à plus forte activité

À la différence de la fréquentation des commerces de détail hors alimentaire et des lieux de loisir, la baisse de la fréquentation des lieux de travail pendant le confinement a été légèrement plus hétérogène entre les régions, notamment françaises et espagnoles (*carte 2*). En France, selon les indicateurs *Google*, six régions sur treize ont connu une baisse de la fréquentation des lieux de travail d'un peu plus de 60 % entre fin mars et mi-avril, contre une baisse de près de 70 % dans les six autres, hors Île-de-France. Plus particulièrement, la région Île-de-France a été la plus négativement affectée avec une baisse de la fréquentation de ces lieux et des trajets domicile-travail de 75 % et de 84 % respectivement (*encadré 3*). Viennent ensuite les régions Grand-Est, Auvergne-Rhône-Alpes, Haut-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Pays de la Loire où la baisse de la fréquentation des lieux de travail selon *Google* a été de l'ordre de 66 % à 68 %. En Espagne, la baisse est un petit peu plus homogène, avec deux communautés autonomes sur dix-huit concernées par une baisse proche de 60 %. Les autres communautés, hors Madrid, ont connu une baisse autour de 70 %. Dans les deux pays, la région de la capitale a été la plus affectée, avec une baisse de la fréquentation des lieux de travail de plus de 75 %. Quant aux cas italien et britannique, ils s'avèrent très proches de la

Encadré 3 : La baisse de la fréquentation des lieux de travail en France selon Google est très corrélée à celle des distances matinales parcourues selon les données d'activation des réseaux de téléphonie mobile

Un constat similaire à celui détaillé dans l'encadré 2 peut être dressé en comparant la fréquentation des lieux de travail selon Google et les trajets domicile-travail tels que mesurés par les données d'activation des réseaux de téléphonie mobile, ici celles fournies par Orange. Ces deux ensembles de données font ainsi apparaître des classements relativement proches des régions françaises (*graphique 2*). Ainsi, la région Île-de-France apparaît la plus affectée, suivie des régions du Grand-Est, Auvergne-Rhône-Alpes, Haut-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Pays de la Loire. ■

2 - Une corrélation positive forte existe entre la perte de fréquentation des lieux de travail et la baisse des trajets domicile-travail au plus fort du confinement



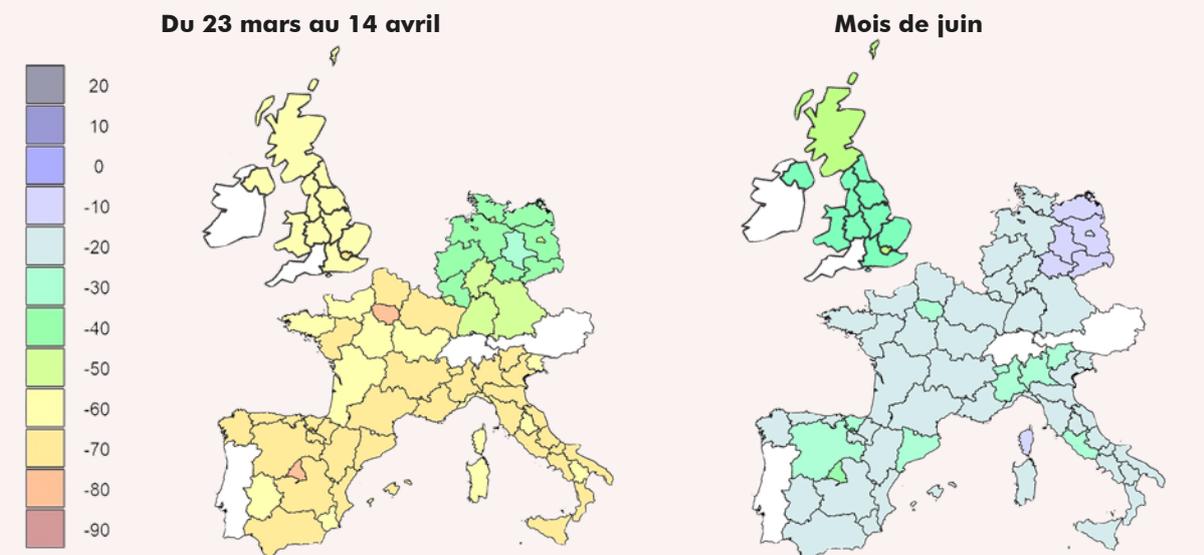
Note : L'indicateur de baisse des distances matinales parcourues par les utilisateurs de téléphonie mobile Orange a été calculé selon la même méthodologie que celle appliquée par Google sur les données de fréquentation des lieux publics. Autrement dit, les valeurs de l'axe des ordonnées correspondent à la baisse moyenne des distances matinales parcourues durant la période la plus dure du confinement, baisse par rapport aux distances parcourues durant la période de référence du 3 janvier au 6 février. Tout comme la figure 1, chaque point représente la correspondance entre la baisse de fréquentation des bureaux selon Google et la baisse des distances matinales parcourues pour chaque région.

Lecture : La baisse moyenne de fréquentation des bureaux en Île-de-France entre le 22 mars et le 14 avril était de -75 % selon les données de Google tandis que la baisse moyenne des distances matinales parcourues s'élevait à -84 %.

Source : Orange, Google Maps Mobility, Calculs Insee

Carte 2 - La baisse de fréquentation des lieux de travail est plus hétérogène entre régions après le 1^{er} juin

écart de fréquentation des lieux de travail en % par rapport à celle des mois de janvier et février 2020



Note : L'indicateur de Google Maps Mobility correspond à la fréquentation des lieux de travail. Les données ne sont pas disponibles pour le Sud-Ouest anglais, où l'indice ne couvre pas toutes les zones infra-régionales, représentant moins de 95% de la population de la région.

Lecture : en Île-de-France, elle a diminué de 75 % entre le 22 mars et le 15 avril, par rapport aux mois de janvier et février.

Source : Google, calculs Insee

situation en Espagne. Au Royaume-Uni notamment, pendant la période de mars-avril, la fréquentation des lieux de travail était inférieure d'environ 60 % à son niveau habituel, hormis à Londres où le travail en présentiel était davantage encore en repli (-72 %). En Allemagne, la fréquentation des lieux de travail a été plus hétérogène que dans les autres pays avec, là aussi, une disparité entre le Nord et le Sud. Dans les villes-États de Berlin, Hambourg et Brême, ainsi que dans les Länder du Sud comme la Bavière et le Bade-Wurtemberg, la fréquentation des lieux de travail a chuté de près de moitié durant le confinement. Ce recul a été moins marqué dans les régions plus au Nord (autour de -35 % de recul en Saxe-Anhalt et dans le Mecklenbourg-Poméranie-Occidentale). Cette baisse de la fréquentation des lieux de travail en Europe peut s'expliquer en grande partie par le recours au télétravail, mais pas uniquement. En effet, le recours au chômage partiel dans certaines activités est aussi un facteur explicatif du moindre déplacement des personnes vers leur lieu de travail.

Au moins de juin, la reprise de la fréquentation des lieux de travail a globalement atténué les disparités observées au niveau régional dans les différents pays. En Allemagne, elle a augmenté sur l'ensemble du territoire allemand, gagnant 23 points dans les régions du Sud et revenant presque au niveau de janvier dans les Länder du Nord, suggérant une reprise de l'activité. En France, la baisse de cette fréquentation est redevenue uniforme sur l'ensemble du territoire hors Île-de-France, comprise entre 15 % et 20 %. Il se serait donc opéré un rattrapage des régions ayant connu la plus forte perte. Une fois de plus, la région Île-de-France, tout comme la communauté de Madrid et la région de Rome, ont été caractérisées en juin par une fréquentation des lieux de travail plus en retrait que dans les autres régions. Par ailleurs, dans certaines régions de l'Italie (nord et Latium) et de l'Espagne (la communauté de Madrid, la Catalogne, le Pays-Basque), qui représentent les régions les plus densément peuplées, la fréquentation des lieux de travail au mois de juin était relativement basse par rapport à leurs régions voisines. Au Royaume-Uni, la reprise de la mobilité liée au travail s'observe dans des proportions similaires d'une région à l'autre, à l'exception de la capitale et de l'Écosse. De fait, l'Écosse a maintenu davantage de restrictions que l'Angleterre en juin, d'où une reprise plus progressive que dans le reste du pays en ce qui concerne, notamment, le travail en présentiel.

En France, en Espagne et en Italie, la mobilité associée au travail a diminué plus qu'ailleurs en Europe aux mois de mars et avril. Après le confinement, c'est en revanche au Royaume-Uni que la reprise du travail en présentiel apparaît la plus timide : le déconfinement y a eu lieu plus tardivement et plus progressivement que dans les autres pays européens. L'Allemagne reste le pays où la fréquentation des lieux de travail a été la plus

proche de son niveau habituel, pendant et après la période de confinement.

Les transports publics plus fréquentés au Nord qu'au Sud de l'Europe pendant et après le confinement

L'utilisation des transports publics a fortement chuté en France, en Italie et en Espagne pendant la période de confinement (*carte 3*). En France, la baisse de fréquentation des transports publics mesurée par *Google Maps Mobility* a été très homogène sur le territoire, proche de 80 % dans l'ensemble des régions, en lien avec les mesures de restriction de déplacement appliquées à l'ensemble du territoire. En Italie et en Espagne, cette baisse a été comprise entre 73 % et 87 % selon les régions. Les transports publics ont été particulièrement moins fréquentés en Lombardie (-85 %) et dans la communauté de Madrid (-87 %). Au Royaume-Uni, le confinement a surtout affecté l'utilisation des transports dans les régions densément peuplées, à savoir le Yorkshire, l'Ouest et le Sud anglais. Dans ces régions, l'utilisation des transports publics était en moyenne 70 % en dessous de son niveau d'avant-crise, contre 60 % en Écosse, au Pays de Galles et dans l'Est anglais. Londres était la zone la plus touchée avec une baisse de 78 % de la mobilité associée aux transports. Enfin, l'Allemagne se distingue à nouveau par son hétérogénéité régionale et en particulier la dichotomie Nord-Sud : tandis que la Hesse, la Sarre et la Bavière avaient environ 64 % moins recours aux transports publics durant le confinement, les régions de Thuringe et de Mecklenbourg-Poméranie-Occidentale n'ont diminué leur utilisation que de respectivement 42 % et 47 %. En moyenne, l'Allemagne a tout de même davantage utilisé les transports que ses voisins européens.

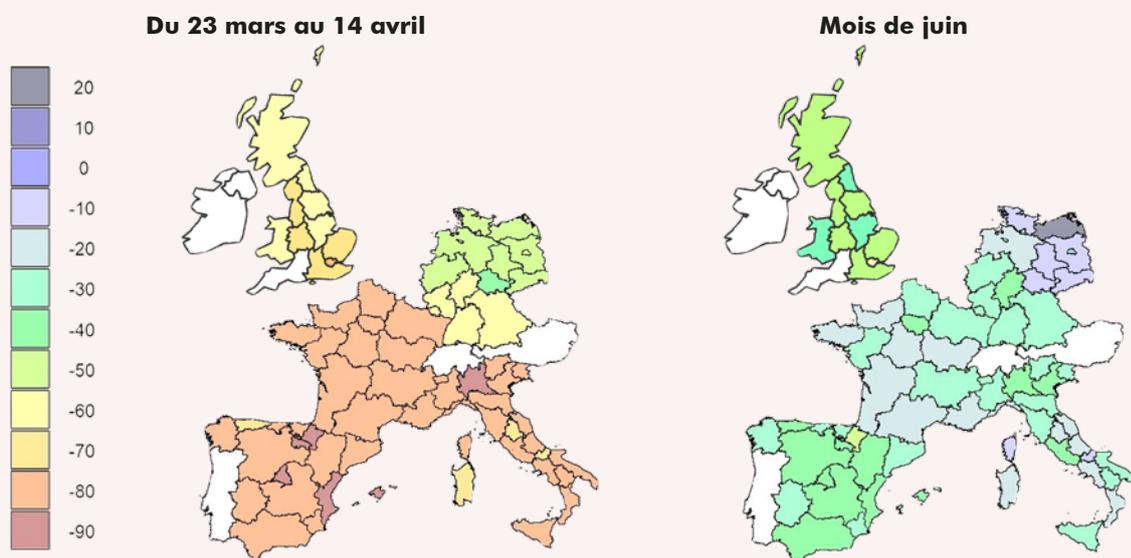
À la sortie du confinement, la fréquentation des transports publics est restée plus faible qu'en début d'année, de 20 % à 40 % en Espagne et en France, et de 9 % à 43 % en Italie, selon les régions. Toutefois l'écart par rapport à la période de confinement d'au moins 40 points de pourcentage, reflète la reprise progressive de la fréquentation des transports publics. Par ailleurs, si l'Allemagne s'est rapprochée davantage du comportement des autres pays d'Europe en matière de transport au mois de juin, les régions du Nord se sont avérées de nouveau plus mobiles. Alors que, dans les Länder du Sud, les transports ont été 30 % moins utilisés qu'en début d'année 2020, les habitants de Mecklenbourg-Poméranie-Occidentale y ont recours 17 % plus qu'avant le confinement. Enfin, au Royaume-Uni, la baisse de la fréquentation des transports publics était encore de -62 % à Londres, tandis qu'ailleurs dans le pays, la reprise se fait de façon relativement homogène.

En Allemagne, le confinement a moins affecté l'utilisation des transports qu'ailleurs. En France, en Espagne et en Italie, la mobilité associée aux

transports s'est réduite plus fortement mais sa reprise y apparaît plus nette qu'au Royaume-Uni. ■

Carte 3 - L'utilisation des transports publics est plus importante au Nord qu'au Sud

écart de fréquentation en % par rapport à celle des mois de janvier et février 2020



Note : L'indicateur de Google Maps Mobility correspond à la fréquentation des transports publics. Les données ne sont pas disponibles pour le Sud-Ouest anglais et l'Irlande, où l'indice ne couvre pas toutes les zones infra-régionales, représentant moins de 95 % de la population des régions concernées.

Lecture : en France, la fréquentation des transports publics a diminué d'environ 80 % sur l'ensemble du territoire entre le 22 mars et le 15 avril, par rapport aux mois de janvier et février.

Source : Google, calculs Insee

Bibliographie

Point de conjoncture, (7 mai 2020) « Disparités territoriales de consommation : que disent les données de transaction par carte bancaire ? », Insee

Point de conjoncture, (17 juin 2020) « Fin mai, les trajets matinaux n'atteignaient que 60 % de leur volume habituel », Insee

Point de conjoncture, (17 juin 2020) « Les données haute fréquence sont surtout utiles à la prévision économique en période de crise brutale », Insee ■

Document disponible sur le site web de l'Insee, <http://www.insee.fr>

Rédacteurs en chef : J. Pouget, O. Simon, F. Tallet

Sec. de rédaction : F. Hillaireau

Mise en page : S. Clément, J-P. Catan

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Direction générale : 88 avenue Verdier – CS 70058 – 92541 MONTROUGE Cedex – FRANCE

Directeur de la publication : Jean-Luc Tavernier